

*l'Anti*capitaliste

N°140 | NOVEMBRE 2022 | 4,5 €

la revue mensuelle du **NPA**



ORGANISER ET INCARNER LA COLÈRE CONTRE MACRON



MeToo, dans les organisations politiques aussi !



LA VICTOIRE DE LULA EST UN GRAND TRIOMPHE DÉMOCRATIQUE CONTRE L'AUTORITARISME



ANNIE ERNAUX DYNAMITE LE PRIX NOBEL DE LITTÉRATURE

Sommaire

ÉDITORIAL

Commission nationale antifasciste du NPA

Partout dans le monde faire face à la menace fasciste **P3**

PREMIER PLAN

Manu Bichindaritz Une colère qui doit s'incarner **P4**

Commission Nationale d'Intervention Féministe du NPA

MeToo, dans les organisations politiques aussi ! **P6**

Hélène Marra La NUPES entre logique d'autoconservation et guerre de mouvement **P9**

Hafiza B. Kreje Leur stratégie et la nôtre : une discussion avec Aurélie Trouvé et Erik Olin Wright **P12**

INTERNE

Plateforme A Un NPA révolutionnaire, inclusif, démocratique... refondé ! **P15**

Plateforme B Un parti pour unifier notre classe et rompre avec le capitalisme **P17**

Plateforme C Pour continuer ensemble, pour un NPA révolutionnaire large **P19**

INTERNATIONAL

Franco Turigliatto Un projet de restauration réactionnaire et libéral **P21**

Daria Saburova Questions sur l'Ukraine (1) : De l'annexion de la Crimée à la guerre dans le Donbass **P24**

Israel Dutra La victoire de Lula est un grand triomphe démocratique contre l'autoritarisme **P28**

LECTURES

Henri Wilno Claude Serfati, *L'État radicalisé – La France à l'ère de la mondialisation armée* **P32**

Maya Lavault Annie Ernaux dynamite le prix Nobel de Littérature **P34**

FOCUS

Serge Chasseuil et Alexandre Raguet Les projets de méga-bassines, phase ultime et criminelle de l'agro-industrie **P36**

Retrouvez notre revue sur sa page du site *L'Anticapitaliste* : <https://anticapitaliste.org/presse/revue>. Les articles du dernier numéro y sont mis en ligne progressivement au cours du mois, tandis que l'ensemble des numéros précédents y sont téléchargeables en format pdf.

Illustration de Une :
29 septembre 2022, manifestation intersyndicale pour l'augmentation des salaires.
© Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas



Manifestation en soutien de la révolte iranienne. © Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas



S'ABONNER

PAR CHEQUE

à l'ordre de : NSPAC 2, rue Richard-Lenoir - 93100 Montreuil Cedex
France et DOM-TOM

Tarif standard		
Revue mensuelle	6mois 22euros	1an 44euros
Revue + Hebdo	6mois 50euros	1an 100euros
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue mensuelle	6mois 18euros	1an 36euros
Revue + Hebdo	6mois 38euros	1an 76euros

Etranger

Joindre la diffusion au 01 48 70 42 31 ou par mail :
<http://www.diffusion.presse@npa2009.org>.

PAR PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

En complétant et retournant la formule publiée dans l'hebdomadaire et également disponible sur : <https://anticapitaliste.org/abonnement>

Tarif standard		
Revue + Hebdo	25euros par trimestre	
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue + Hebdo	19euros par trimestre	

L'Anticapitaliste

la revue mensuelle du NPA

Comité de rédaction :

Yohann Emmanuel, Antoine Larrache, Robert Pelletier, Laurent Ripart, Julien Salingue, Hélène Marra, Thierry Labica, Lucien Sanchez, Henri Wilno.

Pour contacter la rédaction :
contact-revue@npa2009.org

Directeur de la publication :
Julien Salingue

Secrétaire de rédaction :
Antoine Larrache

Diffusion :

01 48 70 42 31 – diffusion.presse@npa2009.org

Administration :

01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

Commission paritaire :
0519 P 11509

Numéro ISSN :
2269-370X

Société editrice :

Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication
SARL au capital de 3 500 € (durée 60 ans)

Tirage :

3 000 exemplaires

Maquette et impression :

Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

Partout dans le monde faire face à la menace fasciste

PAR LA COMMISSION NATIONALE ANTIFASCISTE DU NPA

Avec l'élection de Jordan Bardella, sans surprise, à la présidence du Rassemblement national (RN), ce 18^e congrès ne déchaîne pas un engouement massif en dehors du parti. Le slogan de Bardella, « on continue », n'annonce aucun changement majeur, pas même une fronde venue du Pas-de-Calais. Pourtant, le passage de flamme à un autre qu'un Le Pen, ouvre une nouvelle époque.

70 % des 36 000 adhérents auraient participé au vote, avec 12 000 nouveaux cotisants à 20 €. En 2018, le FN annonçait 27 000 réponses pour une consultation de 51 000 adhérents. En 2021, le RN revendiquait « 83 000 adhérents et sympathisants ». L'érosion militante n'est pas stoppée. Mais Bardella galvanise les troupes, appelant à la discipline et l'exemplarité, pour « s'aguerrir », occuper le terrain culturel et faire « émerger les concepts de demain ».

« LORSQUE LES FASCISTES REVIENDRONT, ILS AURONT LE PARAPLUIE BIEN ROULÉ SOUS LE BRAS ET LE CHAPEAU MELON¹ »

À l'issue de ce congrès, le RN ne fait pas le choix de renforcer ses structures militantes de terrain. Les députéEs sont néanmoins incités à construire un travail militant dans leur circonscription, auprès des associations de parents d'élèves, de syndicats. Ce travail vise à se préparer à une éventuelle dissolution de l'Assemblée mais aussi à préparer le terrain pour les municipales de 2026, un tour de chauffe pour la présidentielle. La tactique reste inchangée, celle de la normalisation dans le but d'entrer tranquillement à l'Élysée avec une majorité à l'Assemblée en 2027.

Ce travail institutionnel s'articule néanmoins avec le processus de fascisation que nous observons avec le développement de l'autoritarisme – dont la répression de grande ampleur à l'encontre des mobilisations sociales est un des symptômes – et les offensives racistes – comme nous le rappelle la future loi immigration prévue pour 2023. Il s'articule également avec le mouvement de fond à l'œuvre dans les forces de répression dont les votes très importants pour l'extrême droite et les assassinats pour refus d'obtempérer nous éclairent sur leur capacité à mettre en œuvre, de bon cœur, un programme représentant un saut qualitatif raciste et liberticide.

Nous ne sommes donc pas de ceux qui voient dans l'intégration du RN aux institutions son intégration à la démocratie bourgeoise mais plutôt un symptôme de la décadence et la dégénérescence de cette dernière.

USA, BRÉSIL, ITALIE : « L'HISTOIRE NE SE RÉPÈTE PAS, ELLE BÉGAIE² »

Notre approche du fascisme reste encore largement déterminée par les expériences italiennes et allemandes, résumée en trois étapes par Daniel Guérin dans *Fascisme et grand capital* : la guerre civile, la normalisation en vue de la marche vers le pouvoir, la dictature fasciste et la purge des éléments populistes. Pourtant le passage au pouvoir de Trump aux USA et de Bolsonaro au Brésil semble nous indiquer que le fascisme peut prendre d'autres voies pour se constituer. L'accession au pouvoir de ces dirigeants d'extrême droite a servi d'accélérateur à la construction de ces courants, à leur renforcement militant et les a conduits à utiliser la violence et la constitution de milice non pas pour accéder au pouvoir mais pour tenter de s'y maintenir. Ces courants cherchent à s'appuyer sur l'exercice du pouvoir pour se renforcer. En tant que matérialistes, nous ne devons ainsi pas perdre de vue que les orientations politiques restent en grande partie déterminées par ce qui se passe dans les rapports économiques et sociaux. Nous venons d'indiquer en quoi le politique et l'accession au pouvoir central permettent des accélérations mais le niveau d'affrontement entre les classes est déterminé par les rapports économiques et sociaux, la situation de crise du système. Ainsi l'arrivée au pouvoir des postfascistes de *Fratelli d'Italia* se place dans un contexte de crise économique profonde, d'accentuation des tensions impérialistes sur le plan international, pouvant conduire à la guerre comme en Ukraine aujourd'hui et peut-être demain à Taïwan. Le gouvernement Macron mène une offensive liberticide d'ampleur à travers la répression des rave party. La rédaction du décret de loi menace de 6 ans de prison et 10 000 euros d'amende invasion de terrains et d'édifice par plus de 50 personnes, des dispositions qui pourraient donc s'appliquer à un débrayage dans une entreprise ou l'organisation d'une AG dans une université. Ces menaces et dynamiques doivent nous faire prendre conscience de l'urgence d'une riposte antifasciste et sociale unitaire, à brève échéance. □

1) Georges Orwell, 1984.

2) Phrase attribuée à Marx mais dont il ne semble pas être l'auteur.

Une colère qui doit s'incarner

PAR MANU BICHINDARITZ

Ces mois de septembre et octobre ont été marqués par la séquence de lutte autour des revendications salariales. Mais la coagulation n'a pas eu lieu au niveau national autour des journées de la mi-octobre, qui auraient pu être marquées par un ancrage et une extension de la grève à de nouveaux secteurs.

Les raisons de la colère sont toujours là, et ces prochaines semaines pourraient voir l'expression d'un empilement de revendications et de mobilisations, toujours autour de l'explosion des prix, de la « vie chère », mais aussi du refus de la énième réforme des retraites promise par le pouvoir pour le début de l'année prochaine. Notre camp social pourrait aussi profiter d'une situation politique toujours instable, marquée par la crise des institutions, avec une « majorité » minoritaire à l'Assemblée nationale qui n'a pas d'autre choix que le coup de force antidémocratique.

INFLATION : RIEN N'EST RÉGLÉ, LA LUTTE DOIT CONTINUER

Soulignons d'abord qu'il n'y a aucune raison que ces prochaines semaines, les mêmes causes ne produisent pas les mêmes effets. Et de ce point de vue, les études de l'Insee ne trompent pas¹. Sur un an, les prix à la consommation augmenteraient de 6,2 % en octobre 2022 (+ 5,6 % le mois précédent). Cette hausse de l'inflation est évidemment due à l'accélération des prix de l'énergie, de l'alimentation et des produits manufacturés. Si l'on fait un focus sur l'évolution des prix d'un mois à l'autre, les prix à la consommation ont augmenté de 1 % de septembre à octobre. Selon l'Insee, « les prix de l'énergie rebondiraient dans le sillage des prix des produits pétroliers. Ceux des services seraient stables, le rebond des prix des services de transport étant contrebalancé par le repli de ceux des autres services. Les prix de l'alimentation accéléreraient et ceux des produits manufacturés ralentiraient légèrement ». Et sur un an, d'octobre 2021 à octobre 2022, l'indice des prix à la consommation harmonisé (l'indice qui est utilisé pour les comparaisons entre membres de l'Union

européenne) a augmenté de 7,1 %. Sur un mois, il aurait même rebondi de 1,3 %.

Dans le même temps, dans une note récente de la DARES², le ministère du Travail annonçait que sur un an, le salaire mensuel de base « avait augmenté de 3,1 % pour le tertiaire, de 3,0 % pour l'industrie, et de 2,6 % pour la construction », mais qu'avec l'inflation, « en euros constants et sur la même période, [le salaire mensuel de base] diminue respectivement de 2,9 %, 3,0 % et 3,4 % pour chacun de ces secteurs (tertiaire, industrie et construction) »... Et, pour les fonctionnaires, avec une augmentation de 3,5 % du point d'indice en juillet 2022, les augmentations totales de 2010 à 2022 ont été en tout de 4,7 %, alors que sur la même période longue, l'inflation cumulée a explosé à 20,4 %.

Autant dire que les luttes pour les salaires au sein de différentes entreprises ou même sectorielles, luttes qui n'ont jamais cessé ces derniers mois, n'ont aucune raison de s'arrêter ces prochaines semaines. Et si une entreprise a incarné l'accumulation indécente de « superprofits » (du fait d'un niveau de rentabilité excessif lié à sa position monopolistique), c'est bien TotalEnergies et ses 18,8 milliards d'euros de profit au premier semestre, son bénéfice net de 6,5 milliards d'euros au troisième trimestre (+ 43 % sur un an !), ses 2,62 milliards de dividendes exceptionnels cet automne avec, cerise sur le gâteau, l'augmentation de 52 % de son PDG Patrick Pouyanné. Cela dans un contexte où les prix des carburants augmentent de 20 % depuis janvier 2020... Mais dans le sillage des raffineurs en grève ces dernières semaines, la liste des travailleurEs mobilisés est longue, comme l'ont notamment documenté certains médias moins aux ordres que d'autres, ou encore *Mediapart* dans un article publié récemment³.

Dès lors, comment se fait-il que la dynamique de construction d'un grand

mouvement national pour les salaires reste aussi faible et qu'en particulier la combinaison des deux journées, politique le dimanche 16 octobre et syndicale le mardi 18 octobre, n'ait pas permis de franchir une étape ? D'abord parce que nous restons marquéEs par un contexte de recul des affrontements capital-travail ces dernières années conjuguant les conséquences conjoncturelles de la crise du Covid (rappelons que selon la DARES qui a publié une étude en avril dernier, il y a eu moitié moins de journées de grève en 2020 qu'en 2019, et que les chiffres de 2021 devraient être à l'avenant) et les effets plus longs de ce qu'il convient d'appeler la crise du mouvement ouvrier et de ses organisations (une crise marquée en particulier par l'absence d'une grande victoire sociale centrale depuis une quinzaine d'année). Du point de vue des directions syndicales (en particulier les plus combattives), leur calendrier propre a aussi des effets ambivalents : la concurrence entre centrales à quelques semaines des élections professionnelles dans la fonction publique et la préparation « compliquée » du congrès de la confédération CGT en mars prochain (qui voit la « ligne Martinez » et sa succession annoncée assez disputées) poussent certes aux prises d'initiative. Mais celles-ci se font le plus souvent en solo (ainsi les faiblesses, les échecs même, des journées du 27 octobre et du 10 novembre), et avec la volonté maintes fois réaffirmée de défendre son pré carré, s'interdisant donc tout travail commun avec les forces politiques (en particulier avec La France insoumise, profitant pour cela des déclarations maladroites voire hostiles et totalement contre-productives de Jean-Luc Mélenchon).

Pour autant, les catégories populaires tirent plus que jamais la langue, et la colère sociale reste donc bien présente.

Reste à construire les voies pour que celle-ci s'incarne dans la construction d'un rapport de forces dans la durée. La prochaine offensive annoncée sur la question emblématique des retraites et le recul de l'âge légal de départ, pourrait peut-être mettre le feu aux poudres.

FUITE EN AVANT DU MACRONISME, EXTRÊME DROITE EN EMBUSCADE, POUR UNE GAUCHE DE COMBAT !

Fin septembre, le gouvernement a annoncé vouloir reprendre « un nouveau cycle de concertations avec les partenaires sociaux et les forces politiques » concernant l'élaboration d'un nouveau projet de loi qui pourrait être soumis au vote du Parlement « avant la fin de l'hiver », pour une réforme entrant en vigueur à l'été 2023. Sur le fond, pas de surprise : l'âge légal de départ à la retraite, actuellement à 62 ans, reculerait dès 2023 de quatre mois par an, pour atteindre les 65 ans en 2032 (Macron se disant quand même ouvert à un départ à 64 ans... si certains partenaires sociaux sont prêts à travailler un peu plus de trimestres !). Et les 42 régimes spécifiques dits régimes « spéciaux » (SNCF, RATP, EDF-GDF...) seraient bien entendu supprimés. Au-delà de sa volonté de répondre aux desiderata du Medef, il s'agit pour Macron de reprendre politiquement la main... et de tordre le bras à la droite LR pour que celle-ci accompagne l'offensive programmée.

Car après avoir échoué au sortir des élections législatives à former un cadre de coalition à droite, et disposant donc d'une majorité toute relative à l'Assemblée nationale (donc une « majorité minoritaire »...), la macronie est à la peine. Contrainte à utiliser l'article 49.3 à quatre reprises en deux semaines (une disposition rejetée pourtant par une très large majorité de l'opinion), elle s'oblige elle-même à s'asseoir sur ses propres institutions, et sur les propres votes d'une partie de ses parlementaires (dont certains avaient voté quelques amendements contre sa volonté), tout cela afin de faire passer ses lois de finances (PLF) et de financement de la sécurité sociale (PLFSS). Réforme des retraites ou projet de loi immigration, la suite s'annonce donc tendue, car à partir de maintenant, le gouvernement de Borne – dans l'hypothèse où il souhaite avoir à nouveau recours au 49.3 – ne pourra l'utiliser qu'une seule fois. Tout cela rapproche un peu l'Assemblée nationale de la perspective d'une possible dissolution dans les prochains mois, dernier coup de poker possible

pour Macron.

Mais le coup est risqué, car si les classes dirigeantes seraient plus à l'aise avec un pouvoir bien assis dans l'espace de la droite dite traditionnelle (dans le cadre d'un accord au coup par coup entre les macronistes et LR, avec un fond néolibéral, autoritaire et réactionnaire, totalement compatible), l'extrême droite attend de récolter les fruits de la tension politique, se posant depuis quelques semaines comme la principale opposition à Macron. Finies l'ouverture à la discussion avec le pouvoir et la recherche de respectabilité en direction des classes dirigeantes qu'avait voulu mettre en scène le Rassemblement national avant l'été, celui-ci espère s'ouvrir dès maintenant un boulevard en vue des prochaines échéances électorales en apparaissant en première ligne. C'est le sens de son opération triangulaire à l'occasion de la première motion de censure proposée par la Nupes contre le gouvernement d'Élisabeth Borne : en votant celle-ci, le RN veut dans un même geste affirmer un positionnement anti-Macron conséquent, montrer par là même l'inconséquence de LR (trop proche sur le fond politique d'un gouvernement dont les principales figures viennent par ailleurs de ses rangs) et en dernier lieu ouvrir des éléments de tension au sein de la Nupes. Il y a aussi tout lieu de penser que, dans le sillage de la défense inconditionnelle qu'ils ont apportée aux paroles racistes de l'un des leurs, Grégoire de Fournas, le RN saura s'emparer de la course à l'échafaud lancée par Darmanin autour de son projet de loi xénophobe sur l'immigration (ciblant notamment les personnes victimes d'obligations de quitter le territoire français, suite au tragique épisode de l'assassinat de Lola et sa récupération par la droite et l'extrême droite). Et s'il faut les prendre avec des pincettes, les derniers sondages d'opinion (dont ceux refaisant le match des dernières présidentielles et législatives publiés ces dernières semaines par le JDD) sont inquiétants sur la façon dont pourraient se dénouer les contradictions sociales et politiques que nous connaissons, illustrant une très forte poussée de Marine Le Pen et de son parti.

Pour notre camp social, l'issue ne peut donc se jouer dans les institutions, même si l'on se revendique d'une gauche radicale souhaitant bousculer le gouvernement : les motions de censure venues de la gauche (toutes portées par La France insoumise, seule ou accompagnée) s'accumulent, mais sont condamnées à être

défaites les unes après les autres. Dès lors, la seule perspective reste la censure de ce pouvoir par la grève et dans la rue.

À l'opposé par exemple d'un Jean-Luc Mélenchon qui semble avoir fait une croix sur toute possibilité de mise en action commune des forces politiques, syndicales et associatives (écrivant à propos du processus de réunions unitaires régulières en cours depuis la rentrée qu'il « faut éviter de perdre du temps et de créer des tensions inutiles. Et pire de se faire promener de réunion en réunion qui retardent pour rien l'action et la mettent en danger¹ »), le soutien aux luttes actuelles, la préparation des prochains affrontements et la co-construction de nouvelles échéances de mobilisations devraient être la feuille de route de l'ensemble de la gauche sociale et politique. Et du point de vue de la méthode, l'exigence unitaire n'exclut pas la complémentarité : on a ainsi pu voir récemment comment une initiative portée essentiellement par les forces politiques (la marche du dimanche 16 octobre « contre la vie chère et l'inaction climatique ») a pu accompagner et soutenir l'action sociale sur le terrain de la lutte des classes, en particulier contre la campagne politique et médiatique ultra-réactionnaire ciblant les raffineurs en grève reconductible.

Contre Macron, le patronat, la droite et l'extrême droite, il n'y a pas d'autre voie que la construction d'un front social et politique au service des luttes, ce qui passe par une modification substantielle des rapports entre partis et mouvements sociaux. De la campagne commune contre le Traité constitutionnel européen (TCE) en 2005, au LKP guadeloupéen à l'origine de la grande grève générale de 2009, nous ne manquons pourtant pas d'exemples inspirants. Ceux-ci montrent la marche à suivre pour mener une politique de front unique affrontant les classes dirigeantes jusqu'au bout, jusqu'à leur recul. Ce n'est qu'à cette condition que pourra renaître alors l'espoir d'une alternative au capitalisme. □

1) <https://www.insee.fr/fr/statistiques/6653898>

2) <https://dars.travail-emploi.gouv.fr/publication/evolution-des-salaires-de-base-dans-le-secteur-prive-T22022>

3) <https://www.mediapart.fr/journal/economie-et-social/281022/revendications-salariales-des-greves-s-organisent-partout-en-france>

4) <https://www.lejdd.fr/Politique/macron-le-pen-melenchon-sondage-voici-ce-que-donnerait-la-presidentielle-aujourd'hui-4144105> et <https://www.lejdd.fr/Politique/sondage-en-cas-de-lelections-legislatives-aujourd'hui-seule-lextreme-droite-progresserait-4145561>

MeToo, dans les organisations politiques aussi !

PAR LA COMMISSION NATIONALE D'INTERVENTION FÉMINISTE DU NPA

Nos organisations, qu'elles soient syndicales, politiques ou associatives, ne sont pas en dehors de la société capitaliste et patriarcale, même lorsqu'elles sont féministes. De ce fait, les mécanismes de domination, y compris les violences et en particulier les violences contre les femmes, existent en leur sein.

Il est avéré aussi qu'il est plus difficile pour les femmes de s'engager, car cela s'ajoute à leur double journée de travail salarié et de travail domestique. En effet, dans la plupart des organisations, les femmes sont encore sous-représentées, en particulier dans la tranche 30-50 ans qui correspond à la période d'éducation des enfants. Face à ces enjeux, il faut prendre des mesures pour favoriser l'investissement des femmes et leur permettre de militer dans le milieu le plus sûr et sécurisé possible vis-à-vis de l'oppression de genre et des violences qu'elle entraîne.

L'AFFAIRE QUATENNENS : UN RÉVÉLATEUR À PLUSIEURS TITRES

Depuis l'émergence du mouvement #MeToo en 2017 qui a eu un retentissement international, de nombreux secteurs de la société ont connu une libération de la parole des femmes, comme le #MeToo-Théâtre, le #MeTooMédia ou encore le #MeTooPolitique en 2021, qui ont mené à la création de l'Observatoire des Violences sexuelles en politique ou encore du collectif Chair Collaboratrice. Initié par Mathilde Viot, autrice de *L'homme politique, moi j'en fais du compost*, lorsqu'elle était collaboratrice parlementaire à l'Assemblée nationale, ce collectif dénonce

le sexisme quotidien et les agressions sexuelles au sein de l'Assemblée nationale. Le pouvoir, quand il est détenu par des hommes, est un facteur de risque supplémentaire pour les violences sexistes et sexuelles (VSS), et renforce le sentiment d'impunité des dirigeants politiques de droite comme de gauche.

La parole des femmes se libère plus facilement dans les organisations politiques tant de gauche que de droite et quelle que soit la façon dont les hommes accusés réagissent (déni, aveux...), les organisations ne sont toujours pas prêtes à en affronter les conséquences, comme l'a montré l'affaire Quatennens pour La France insoumise. Cette impréparation, couplée à l'aspect non démocratique de l'organisation, ne permet pas une prise en charge collective des problèmes. Si la réaction de Jean-Luc Mélenchon suite au communiqué du député du Nord illustre un fossé générationnel, elle montre également la manière dont La France insoumise a l'habitude de traiter un cas complexe : de façon opaque et au sein d'un groupe restreint de personnes non élues par la base, comme cela a été le cas avec l'affaire Taha Bouhafs. Même dans les autres organisations de gauche, le traitement des cas de VSS est désastreux, comme cela a été le cas pour Julien Bayou accusé de violences

psychologiques répétées à l'encontre à l'encontre de plusieurs femmes.

Les partis réformistes de gauche sont en proie à une contradiction : ils cherchent à minimiser la visibilité des affaires de violences sexistes pour préserver l'image de leur organisation, tout en souhaitant paraître progressistes sur ces questions (qui constituent un enjeu électoral crucial pour aller chercher les voix du mouvement féministe). Or, tenter de cacher les affaires de VSS mettant en cause des personnalités politiques accentue l'opacité de leur traitement, renforce l'impunité des agresseurs et délégitime le travail effectué par les organes récemment mis en place dans la plupart des organisations pour traiter ces questions. Mais les jeunes féministes engagées politiquement ont su répondre à cette impunité en s'organisant rapidement, à travers le collectif #RelèveFéministe.

« ON FERA MIEUX, ET ON FERA SANS VOUS »

Ce slogan, apparu au sein du collectif Relève Féministe, fait référence aux propos de Jean-Luc Mélenchon, qui a lancé aux jeunes militantEs pour clôturer son discours lors de la soirée d'annonce des résultats du premier tour de la présidentielle : « *On n'y est encore*



Manifestation pour la journée de grève des femmes. © Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas

pas arrivé, on n'est pas loin... Faites mieux, merci ».

Les femmes de ce collectif se sont regroupées à la suite des réactions de Jean-Luc Mélenchon après les aveux du député LFI Adrien Quatennens concernant les violences sur son ex-femme. Bien que la problématique soit très centrée sur La France insoumise, la Relève Féministe a rassemblé des militantes de toute la gauche, du Parti socialiste au NPA, en passant par les organisations féministes et antiracistes. Toutes ensemble, elles ont discuté et organisé une intervention à travers des messages ciblés vers les organisations politiques qui n'ont pas réagi suite à la saisine de cellules VSS (quand elles existent) ou des accusations de VSS à l'encontre d'un ou de plusieurs de leurs membres. En voici un exemple :

« Bonjour @FranceInsoumise, la cellule VSS a été saisie en juillet après des accusations de violences sexuelles concernant Thomas Portes. Des militantes PCF et CGT vous ont prévenu des accusations dès 2021. Aucune mesure ne semble avoir été prise, pourquoi ? #RelèveFéministe »

Le collectif a également écrit une tribune publiée dans *Libération* intitulée « Violences sexistes et sexuelles : l'impunité est révolue, place à la relève féministe » et a profité d'une bonne couverture médiatique pour dénoncer tous les cas d'impunité au sein des organisations politiques, tous partis confondus. Les réactions ont parfois été vives dans les organisations

où des hommes (majoritairement) faisaient bloc pour préserver leur appareil, comme l'a illustré la tribune écrite par des militantEs de La France insoumise sous le titre « *Féministe pas intégriste* » qui dénonçait les attaques envers Adrien Quatennens malgré ses aveux. Au sein des groupes d'action locaux, des tensions ont également éclaté entre les femmes qui se lèvent contre les violences dans leurs organisations et de l'autre les défenseurs inconditionnels de leur parti. C'est pour cela qu'il faut, à chaque fois que cela est nécessaire, apporter notre solidarité à ces femmes qui luttent en interne pour dénoncer ces violences, par exemple, lorsque les personnalités féministes des partis politiques comme Clémentine Autain ou Sandrine Rousseau sont la cible d'attaques réactionnaires. De la part de la droite, de l'extrême droite et de leurs relais médiatiques, il y a la volonté de discréditer le combat féministe en pointant la situation difficile de ces femmes et en leur attribuant la responsabilité des actes des hommes de leurs organisations accusés de violences.

DES DIFFICULTÉS À PRENDRE EN CHARGE LES VIOLENCES EN INTERNE DANS TOUTES LES ORGANISATIONS

Du côté de la droite et du gouvernement, les réactions aux situations de VSS oscillent entre mauvaise foi et offensive réactionnaire. Si notre éloignement de ce milieu et l'opacité encore plus prononcée de la gestion des VSS en interne nous

rendent difficile une analyse fine de la situation, nous pouvons imaginer que l'impunité y règne encore plus que dans les partis de gauche. En effet, les rares affaires rendues publiques, comme celles impliquant Damien Abad ou Gérald Darmanin, n'ont eu aucune conséquence sur les mis en cause ; pire, le gouvernement étale sa mauvaise foi lorsque, par exemple, Aurore Bergé demande l'exclusion d'Adrien Quatennens alors que des hommes accusés de viol sont encore au gouvernement.

L'appel systématique à la justice rend complètement impossible la moindre discussion et la prise en charge réelle des violences commises par des hommes de pouvoir. En effet, lorsque seulement 1% des viols sont condamnés par la justice, que 94 % des plaintes pour harcèlement sexuel et 70% des plaintes pour viol sont classées sans suite, s'en remettre à la justice revient tout simplement à légitimer l'impunité et à silencer les victimes de violences sexuelles. Cela conduit aussi à un traitement inégal, puisque la justice pénalise davantage les hommes racisés. En accusant les différentes organisations de se substituer à la justice, le gouvernement s'attaque aux cellules VSS, alors que depuis 2019 il existe une jurisprudence de la Cour de cassation statuant que toute



personne responsable d'une structure qui est informée de faits pouvant aller du harcèlement jusqu'à des délits et des crimes plus graves doit mettre en œuvre une enquête interne et peut alors prendre des décisions disciplinaires sans passer par la justice. Le cas récent de Benjamin Amar est de ce point de vue édifiant : la cellule VSS de la CGT a mené un travail d'enquête tout à fait sérieux à la suite duquel Benjamin Amar, accusé de violences très graves, a été suspendu nationalement de ses mandats à la CGT et au PCF. Mais après que la plainte a été classée sans suite par la justice, il a été réintégré dans l'ensemble de ses droits sans aucune autre forme de procédure...

Les cas de violences sexistes et sexuelles

cela est nécessaire, les sanctions peuvent aller jusqu'à l'exclusion définitive de la personne accusée. Tout cela ne saurait se faire sans un cadre féministe formé sur ces questions, notamment sur la manière de recueillir la parole des personnes victimes de violences sexistes et sexuelles. La formation des militantEs impliquéEs dans ces structures internes se fait en général auprès d'associations spécialisées sur ces questions, entre autres l'AVFT¹. Les cadres auxquels recourir en cas de VSS doivent être clairement identifiés et la manière de faire un signalement doit être connue de toutes et tous. Aussi, un travail de transparence avec des procédures simples est la condition indispensable pour que les décisions prises et les sanctions préconisées soient légitimes au

ces violences, par des formations au consentement, aux conditions matérielles des femmes et aux oppressions des personnes LGBTI.

De ce point de vue, la tenue de réunions non mixtes est un cadre qui a largement fait ses preuves : les personnes concernées peuvent partager leur vécu, et passer ainsi du ressenti individuel à l'analyse politique. À partir de là, il est possible d'envisager les moyens de combattre les oppressions, d'élaborer des revendications en termes de fonctionnement des organisations. C'est aussi un moyen d'établir un rapport de force en interne pour imposer la mise en œuvre des moyens de protection des militantEs subissant des oppressions spécifiques et de leur permettre de prendre toute leur place dans nos organisations. La mise en place de la parité dans toutes les instances de l'organisation, et ce même si les femmes y sont minoritaires, est également un outil indispensable adopté aujourd'hui par un nombre significatif d'organisations.

Quelles que soient les mesures prises par nos structures, la bataille contre les violences sexistes et sexuelles se joue à tous les niveaux de la société : nous ne pourrions les éradiquer en interne sans qu'un coup d'arrêt y soit donné dans l'ensemble de la société. C'est pour cela que nous sommes partie prenante de la construction d'un mouvement féministe large avec les organisations politiques, syndicales, associatives, les assemblées générales féministes, qui défendent les droits des femmes et des minorités de genre et partagent des revendications essentielles sur le logement d'urgence, le financement des associations, etc. En tant que militantEs révolutionnaires, nous y portons un courant lutte de classes qui analyse la question des violences comme un fondement du système capitaliste et patriarcal. Les exemples sont nombreux, en Amérique latine notamment, qui prouvent qu'un mouvement féministe fort, portant initialement sur des questions spécifiques comme les féminicides ou l'avortement, peut être un élément essentiel de la construction d'un mouvement social beaucoup plus large. Notre féminisme est fondamentalement subversif ! Féministes et anticapitalistes, nous sommes déterminéEs à combattre jusqu'au bout ce système qui nous opprime et nous exploite ! □



Manifestation pour la journée de grève des femmes. © Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas

posent un réel défi aux organisations politiques qui portent un programme féministe. Nous avons le devoir de mettre en place des cadres militants où les femmes et les minorités de genre peuvent faire de la politique en toute sécurité, et de traiter les cas de VSS, quand il y en a malgré la prévention. Cela veut dire que nous devons aller plus loin que la justice, mais aussi traiter ces situations de façon différente, en croyant les personnes qui témoignent, et en prenant en compte toutes les violences, y compris psychologiques. Mais également en appliquant nos propres définitions, comme par exemple la qualification de viol – définition basée pour nous sur la notion de consentement, de manière plus large que ne le fait la définition strictement juridique. Quand

sein des organisations.

LA PRÉVENTION ET LA FORMATION COMME POINT D'APPUI À L'ÉMANCIPATION

La prévention des violences sexistes et sexuelles doit être une priorité dans nos organisations politiques, à la fois par la formation de toutes les personnes de l'organisation sur les violences de genre et les oppressions spécifiques, et par la mise en pratique de rapports militants sains à l'image de ce que nous projetons pour le socialisme. Premièrement, la formation permet aux personnes concernées par les violences sexistes et sexuelles d'identifier quand elles sont victimes de comportements inappropriés ou de violences. C'est aussi évidemment un moyen de prévenir

1) Association européenne contre les violences faites aux femmes au travail, créée en 1985.

La NUPES entre logique d'autoconservation et guerre de mouvement

PAR HÉLÈNE MARRA

Le résultat de l'élection présidentielle de 2022 a décrété la fin du bipartisme bourgeois qui avait caractérisé le système de la V^e République en particulier à partir du tournant social-libéral du Parti socialiste et du déclin du Parti communiste.

Les deux partis de la droite conservatrice et de la gauche social libérale, représentés respectivement par Les Républicains et le Parti socialiste, se sont effondrés en laissant la Place à une configuration organisée en trois blocs : l'extrême centre néolibéral et autoritaire de Macron, l'extrême droite néofasciste de Marine Le Pen et le bloc de gauche où l'Union populaire de Mélenchon assume un rôle hégémonique¹. Le succès de ces acteurs politiques est certainement lié à la grande désaffection citoyenne à l'égard des corps intermédiaires et de la démocratie représentative. Le taux d'absentéisme historique (28 % au second tour de la présidentielle avec des pics à plus de 60 % dans la jeunesse et les secteurs populaires) est un signal sans équivoque d'une démocratie à bout de souffle. C'est dans ce contexte de défiance citoyenne que les « partis-mouvements » prospèrent et étendent leur influence. Fondée à l'occasion des élections législatives avec La France insoumise comme barycentre, la Nouvelle Union populaire écologique et sociale (Nupes) est au cœur du nouveau processus de recomposition de la gauche française.

L'ÉQUILIBRE INSTABLE DE LA NUPES : IDENTITÉ PARTIDAIRE ET POLITIQUE UNITAIRE

Selon Étienne Penissat, sociologue et militant de LFI (La France insoumise), la Nupes constitue « un succès tactique et politique de Mélenchon² ». Le leader

de LFI a en effet œuvré à l'unification de l'ensemble des partis de la gauche institutionnelle (de l'aile gauche réformatrice aux sociaux-libéraux) autour de son programme « L'Avenir en commun ». Mal en point, le Parti socialiste a pu obtenir de nombreuses circonscriptions en mettant à disposition du nouveau cartel son influence, toujours importante, sur les territoires. Un véritable marché entre boutiques politiques mais qui ouvre en même temps un nouveau chapitre pour la gauche française. Cependant, les divergences entre ses composantes politiques (sur le nucléaire, l'Union européenne, les violences policières...) et leur déploiement de tactiques d'autoconservation pourraient contribuer à rendre instable la dynamique de la coalition. La Nupes est en effet tiraillée entre deux tendances contradictoires : une logique identitaire et d'appareil visant à préserver financièrement chaque parti et à en garantir l'implantation dans les institutions et les territoires, et une logique qu'on peut définir « de mouvement » impliquant la recherche d'une légitimité auprès des classes populaires et d'une représentativité des colères sociales. La vie de la Nupes dépend en effet également de sa capacité à incarner une réelle alternative au néolibéralisme et une opposition efficace, y compris sur le terrain des mobilisations, aux réformes antisociales de Macron et aux dangers de l'extrême droite.

Les prochaines échéances électorales comme les élections européennes seront aussi un moment important pour tester le niveau de résistance de la coalition et comprendre quel est le poids des aspirations unitaires face aux logiques identitaires et d'appareil.

LA FRANCE INSOUMISE : UN MOUVEMENT RÉELLEMENT POPULAIRE ?

Avec un système de leadership charismatique où un hyper-leader simule un lien de proximité avec son « peuple » et une prise de distance vis-à-vis des élites, et en s'appuyant sur une rhétorique participationniste voire populiste, LFI correspond à ce que les politistes définissent comme un « parti-mouvement » ou, « à prétention mouvementiste³ ». Il s'agit de partis généralement « structurés à partir d'Internet et dont la personnalisation est très forte⁴ ». Ils promeuvent également une nouvelle forme d'engagement, de militantisme et de communauté partisane qui passe par une adhésion formelle minimale et gratuite sur Internet et correspond au modèle de l'« engagement distancié⁵ ». Ces partis rejettent les formes traditionnelles de la démocratie intra-partisane (congrès, vote des adhérents pour désigner les



dirigeants et les candidats...) afin d'éviter la formation de courants internes. En revanche, les consultations thématiques et les formes de participation en ligne à l'écriture du programme sont fortement encouragées car elles permettent de souder la communauté politique et de mieux connaître ses sensibilités. Selon certains observateurs, le « succès de la Nupes » s'appuie sur la fonction hégémonique de La France insoumise : « *un candidat-leader parfaitement identifié qui [...] incarne la fidélité aux valeurs de gauche ; [...] un programme cohérent, rigoureux, identifié grâce à une pédagogie soignée ; une équipe de campagne "commando" possédant une capacité à créer l'événement et à couvrir l'ensemble des médias*⁶ ».

Tout en prenant en compte la forte abstention, les scores élevés de LFI et la sociologie de ses électeurs et électrices nous incitent à penser à « un vote de classe⁷ » : LFI obtient des résultats importants dans la jeunesse et dans les quartiers populaires en permettant de contenir le vote de l'extrême droite et la forte dépolitisation. Grâce à un nouveau discours intégrant la lutte contre le racisme, l'islamophobie et les violences policières, LFI est allée chercher l'adhésion des populations dites d'origine immigrée souvent à l'écart des dynamiques de la politique institutionnelle. Ces résultats sont toutefois à nuancer : le vote des classes populaires en faveur de Mélenchon dans de nombreuses petites villes ou campagnes n'a pas progressé. Ces tendances se sont amplifiées lors des élections législatives où le vote des cadres et des professions intermédiaires des métropoles n'a pas permis de combler ces déflections. Ainsi, si la structure de LFI présente des atouts lors des campagnes électorales, en permettant la construction d'une offre politique solide et de stratégies de communication efficaces, elle n'est pas forcément propice à l'implantation de l'action militante dans les territoires et à la construction de mouvements sociaux populaires.

Cela dit, LFI reste l'acteur privilégié d'une portion de l'électorat des classes populaires et cela grâce à son programme de rupture avec les politiques néolibérales, aux mesures de protection de l'État social et de planification économique et écologique. Ce positionnement peut bien évidemment évoluer en fonction de la situation politique et sociale. Nous avons déjà assisté au repli de Podemos en Espagne, un autre exemple de parti-mouvement

qui, en prenant appui sur le mouvement de crise du 15-M (15 mai 2011), a représenté une tentative importante de construction d'un parti de masse anti-néolibéral à gauche du social-libéralisme. Podemos avait réussi à constituer une force d'appoint et de relégitimation de la social-démocratie espagnole ; son bilan est donc plus que décevant. Quelles leçons en tirer pour la France ? La participation d'Anticapitalistas dans la première phase du mouvement était-elle judicieuse ? L'échec de Podemos invalide-t-il cette démarche ? Pas forcément.

Les limites de LFI sont déjà connues. Comme pour Podemos, sa stratégie est essentiellement électoraliste, sa promesse de changement par les urnes, illusoire. Ce n'est pas cela qui doit intéresser la gauche radicale. Ce n'est pas l'aboutissement de la stratégie du parti réformiste qui est attendu mais ce qui se joue à la base. Ce sont les processus de politisation et de radicalisation, les expériences et les trajectoires militantes qui acquièrent de l'importance dans une période politique donnée. La possibilité de participer à ces processus reste donc à notre sens pertinente. L'extrême gauche dans l'État espagnol a très probablement eu raison de rentrer dans cette dynamique pour en sortir le moment venu.

En France, aujourd'hui, une grosse partie des militantEs de la gauche sociale et politique reste très sensible aux propositions réformistes et anti-néolibérales de LFI ce qui ouvre, pour les révolutionnaires, un énorme chantier dans le cadre duquel les politiques de front unique semblent être incontournables, l'alternative du sectarisme et de l'isolement étant de toute façon bien moins opératoire que l'option qui vise à peser sur la situation politique.

« L'AVENIR EN COMMUN » : PAS DE VRAIE RUPTURE AVEC LE CAPITALISME MAIS UN TERRAIN PROPICE POUR L'ÉLABORATION D'UN PROJET ÉMANCIPATEUR

Outre le travail en direction des quartiers populaires, LFI a également réussi à rassembler une partie importante des intellectuels et des activistes de la gauche politique, associative et syndicale réunis autour du Parlement de l'Union populaire. En mai 2022, cette instance s'est élargie en rassemblant 500 membres qui constituent l'actuel Parlement de la Nupes. Outre les personnalités politiques des différentes organisations, on y retrouve des intellectuels marxistes comme les économistes

Cédric Durand et Stefano Palombarini, le sociologue Razmig Keucheyan ou encore l'historienne Ludivine Bantigny. L'idée affichée est celle de produire de l'expertise et d'élaborer un programme capable de créer un lien entre les luttes sociales et les luttes écologiques.

Inscrit dans le socialisme républicain traditionnel et prônant une rupture avec le social-libéralisme et le productivisme, le programme de la Nupes est marqué par une volonté de négocier des solutions entre les différentes organisations de la gauche pour répondre à la crise sociale et écologique⁸. En déplaçant le curseur de la personnalité du leader au programme, le projet de la Nupes pourrait faire écho aux différentes revendications qui s'expriment actuellement sur le terrain des luttes.

Le programme de la Nupes ne cherche pas une dynamique de rupture avec le système capitaliste et l'État ; il ne remet pas non plus en cause la propriété privée. Il permet toutefois de questionner, ne serait-ce que ponctuellement, la logique capitaliste notamment en réaffirmant la création de pôles publics du médicament, de l'énergie, des transports, de la santé, ainsi que la volonté de relocalisation des productions et le droit de réquisition des entreprises d'intérêt général par l'État.

Tout en constituant une composante de la stratégie réformiste classique de l'accession au pouvoir, les formules sur la révolution citoyenne, présentes dans le programme pour l'élection présidentielle, ont disparu du texte commun. Cette suppression est significative car elle reflète aussi l'absence d'un projet alternatif clair. Quelle perspective de rupture avec le capitalisme néolibéral ? Quel projet d'émancipation peut-il émerger et être formulé par les militantEs proches de la Nupes ? Les perspectives autour d'un projet éco-communiste pourraient trouver un écho au sein de ces secteurs militants et ouvrir un espace pour un travail de construction d'une conscience politique radicale.

LA NUPES PEUT-ELLE S'OUVRIRE AUX MOUVEMENTS SOCIAUX ET AUX MOBILISATIONS SYNDICALES ?

Dans une tribune publiée dans *Libération*, Cédric Durand et Razmig Keucheyan appellent à la création « *d'une instance de liaison avec les mouvements sociaux afin de combiner le combat parlementaire avec les mobilisations menées sur le terrain*⁹ ». Si le défi

reste très important, cette articulation ne va pas de soi. La méfiance montrée par les syndicats n'ayant pas adhéré à la marche du 16 octobre, l'absence d'implantation locale et d'une forme de pérennisation de l'investissement militant de la Nupes en dehors des périodes électorales semblent pouvoir freiner la construction de mouvements populaires de masse. La Nupes se voit donc également poussée à rassembler des forces militantes et à contribuer à développer un mouvement de contestation large dont les instances peuvent être représentées par ses éluEs. La marche du 16 octobre contre la vie chère et l'inaction climatique semble aller dans ce sens. Ces actions sont toutefois en même temps freinées par la stratégie électoraliste adoptée jusque-là par La France insoumise. Les effectifs de LFI sont en effet instables et s'intensifient en période d'élection. L'absence de formation et parfois d'activités militantes tout court en dehors des échéances électorales limite grandement les possibilités d'action de ces équipes, pourtant politisées et dotées en capital culturel. Si certains cadres militants communs ont été bâtis au cours de la campagne pour les législatives, il semble parfois difficile de les pérenniser en raison d'une structuration qui reste globalement pyramidale et anti-démocratique. La vie militante et la construction de nouveaux espaces de coopération et d'action collective demandent en effet une structure décentralisée où les militants puissent s'emparer des outils du parti, les adapter aux expériences vécues et les utiliser pour décliner la politique nationale à l'échelle locale. Si LFI s'appuie avant tout sur les populations urbaines et essaie d'interpeller et d'établir une relation avec les classes populaires, elle n'arrive pas, sauf dans des cas isolés, à faire émerger des figures et des modèles organisationnels issus des classes populaires qui leur permettraient de s'emparer du mouvement et de participer activement à le construire. Les travaux portant sur le mouvement des droits civiques aux États-Unis ont pourtant montré la capacité des secteurs populaires à construire des outils de lutte efficaces et à s'organiser d'une façon autonome par rapport aux organisations des classes moyennes. On constate en outre que le développement du mouvement des droits civique dans les années 1950 ne peut pas s'expliquer uniquement par la croissance des ressources

des militantEs et qu'il est avant tout lié à l'émergence d'un contexte politique favorable. Sans tomber dans des modèles mécanistes, la présence de la Nupes dans les institutions pourrait être à l'origine d'une mutation de la « structure des opportunités politiques » et favoriser le développement de nouveaux mouvements sociaux¹⁰. Toutefois, les événements rapides qui se produisent sur le terrain des mobilisations, tant autour des salaires que sur les questions écologiques, donnent à voir une discordance entre les temps des mouvements sociaux et ceux de la politique institutionnelle. Les groupes d'activistes écologistes engagés dans des actions de blocage et d'occupation manifestent une certaine impatience voire une radicalité que la Nupes semble avoir du mal à incarner.

Mais ce qui constitue une faiblesse militante de la LFI et de la Nupes peut se traduire par une opportunité pour les acteurs de la gauche radicale et stimuler la nécessité de se doter de nouveaux outils organisationnels. Si les équipes militantes de LFI se sont montrées ouvertes à la collaboration avec les militants du NPA, il est toutefois compliqué de dépasser l'étape de la proposition pour avancer vers des prises de décision concrètes surtout quand l'initiative n'émane pas du centre mais vient de la périphérie. Le NPA a déjà investi et contribué à créer des espaces et des actions communes, à la fois au niveau national et local. Il devra continuer à travailler en ce sens en essayant de devenir audible bien au-delà de ses rangs, de participer activement aux processus politiques de recomposition de la gauche tout en gardant son indépendance stratégique et le cap d'une démarche révolutionnaire de transformation de la société.

LA CRISE POTENTIELLE DU POUVOIR DE LA MACRONIE

Macron va continuer à exercer un pouvoir autoritaire et répressif. La répression policière qui s'est récemment abattue sur les opposants au projet des mégabassines dans les Deux-Sèvres est représentative du *modus operandi* de la macronie. Le gouvernement est en outre prêt à s'appuyer sur la droite et l'extrême droite pour faire passer ses réformes antisociales. Il doit toutefois faire face à une opposition parlementaire tenace qui peut prendre appui sur les mobilisations sociales et syndicales

dans un contexte marqué par la hausse des prix et la crise énergétique et climatique dont l'ampleur est amplifiée par la guerre en Ukraine et les conflits inter-impérialistes.

La Nupes pourrait jouer un rôle dans la déstabilisation du pouvoir en place en permettant donc de donner confiance à notre camp social et de le mettre en mouvement. Dans ce cadre, l'objectif de la gauche radicale devrait être celui de continuer à travailler pour que la colère et l'indignation des exploités et des opprimés trouvent un espace d'expression et des moyens efficaces pour organiser l'action collective. Il est indispensable de favoriser le développement de phénomènes révolutionnaires en sachant que ceux-ci sont liés à un double processus impliquant une impossibilité pour ceux et celles d'en bas d'accepter l'état de domination, mais aussi pour ceux d'en haut de continuer à l'exercer comme avant. La crise politique est donc un élément décisif qui peut fonctionner à la fois comme déclencheur et comme opportunité pour le développement d'un mouvement d'émancipation de masse capable de se confronter à l'appareil d'État. □

1) Entretien avec Franck Gaudichaud, « France : une gauche radicale contre la montée du fascisme », Contretemps, août 2022. <https://www.contretemps.eu/france-une-gauche-radicale-contre-la-montee-du-fascisme/>

2) Penissat E. (2022), « France insoumise : vers la construction d'un mouvement politique populaire ? » Contretemps, août 2022. <https://www.contretemps.eu/france-insoumise-construction-mouvement-politique-populaire/>

3) Escalona P. (2021), « Les partis politiques : détestés mais incontournables », Mediapart, 1^{er} décembre 2021. <https://www.mediapart.fr/journal/france/011221/les-partis-politiques-detestes-mais-incontournables>

4) Lefebvre R. (2022). « Que sont devenus les partis-mouvements : La France insoumise et La République en marche depuis 2017 ». Esprit, -F, 167-178. <https://doi.org.ressources-electroniques.univ-lille.fr/10.3917/espri.2201.0167>

5) Ion J. (1997), *La fin des militants ?*, Paris, Éditions de l'Atelier.

6) op. cit. Etienne Penissat (2022).

7) Larrache A. (2022), « L'avènement d'une nouvelle gauche », revue *l'Anticapitaliste* n°135, mai 2022. <https://lanticapitaliste.org/actualite/politique/lavènement-dune-nouvelle-gauche>

8) Patrick Le Moal, « De l'Avenir en Commun au programme de la NUPES, quelles évolutions ? » contribution du 29 mai 2022.

9) https://www.liberation.fr/idees-et-debats/tribunes/la-nupes-doit-faire-entrer-le-mouvement-social-au-parlement-20220624_RPPF4AMNX5AQ5HCSMSRX5GUEJM/

10) Tilly C. et Tarrow S. (2008), *Politique(s) du conflit, De la grève à la révolution*, Paris, Les Presses de SciencePo.

Leur stratégie et la nôtre : une discussion avec Aurélie Trouvé et Erik Olin Wright

PAR HAFIZA B. KREJE

La salle de la Bellevilloise était comble, le 24 juin, pour notre discussion avec divers acteurEs de la séquence politique qui venait de se clore. Un débat qui a été le théâtre d'une discussion avec Aurélie Trouvé, fraîchement élue députée, que nous proposons de prolonger ici.

Aurélie Trouvé a proposé une stratégie politique globale, appuyée non sur une seule ligne programmatique concrète, mais également sur des apports théoriques qu'il nous faut resituer. S'interroger sur cette proposition demeure, et c'est l'une des spécificités de la « gazeuse » FI, limité en ce que tout positionnement y demeure individuel et jamais représentatif d'une ligne « générale », effacée derrière des figures plus ou moins hétérogènes. Les propositions d'Aurélie Trouvé se trouvent articulées en une synthèse, *Le bloc-arc-en-ciel* (2021), qui propose une analyse de la situation et une stratégie afférente, appuyée sur le modèle étatsunien de la Rainbow Coalition. Lors du meeting de la Bellevilloise, ce n'est pas par la référence à ce texte qu'Aurélie Trouvé a défendu sa méthode, mais à travers le recours à un marxiste, Erik Olin Wright.

Le terme marxiste, pour nous indissociable de la tradition révolutionnaire, ne doit pas nous induire en erreur. Aurélie Trouvé, s'appuyant sur Olin Wright, affirma ainsi que la stratégie de la Nupes n'était en aucun cas limitée à une position électorale et constitutive du projet de « révolution citoyenne » grâce à la jonction des démarches de fuite (de contre-lieux par exemple), de résistance (par les luttes syndicales) et d'écrasement du capitalisme (par la prise de pouvoir politique) : ici, il s'agirait de dire que si la Nupes n'assume pas la vocation révolutionnaire, ce serait parce qu'elle

contribue à la coordonner et assumerait de n'être qu'une pierre de l'édifice. Sa proposition viendrait donc répondre aux limites que nous pointons du doigt dans l'entreprise de LFI/UP.

Cette réponse est en réalité ce qui justifie que nous ne nous reconnaissons pas dans la démarche de LFI, vers laquelle il faut reconnaître qu'une part indéfinie de notre camp tend à se polariser. Ainsi, il faut d'abord rappeler l'émergence même de la proposition : c'est une réponse, précisément dirigée pour justifier le positionnement réformiste de LFI et de la « révolution citoyenne » qu'elle promet contre l'incitation de Philippe Poutou à envisager une révolution communiste. L'ambiguïté de LFI sur la question de la révolution doit nous interpeller car elle est aussi ce qui entretient les illusions de notre classe sur le potentiel de leur démarche. Il faut donc exposer le caractère idéologique et intégré aux positions de classe petite-bourgeoise d'Olin Wright de ces propositions pour réaffirmer notre position de rupture avec le système et ses institutions.

LE MARXISME ANALYTIQUE COMME ADVERSAIRE THÉORIQUE

Olin Wright est un sociologue marxiste dont l'œuvre s'est constituée en opposition avec notre tradition d'élaboration du marxisme. Le « marxisme analytique » émerge autour de philosophes, économistes et sociologues anglo-saxons dans les années 1980, avec l'ambition, suivant

sa caractéristique « analytique », de clarifier les concepts marxistes. Le nom de code officieux du groupe était « No Bullshit Marxism Group », qui désignait dans ce contexte l'insistance sur la clarté et la rigueur de l'argumentation, et le refus de tout effet rhétorique pour imposer un point de vue.

Le *bullshit* en question, quel est-il ? Premièrement, la valeur travail (au fondement du *Capital*) ; deuxièmement, la téléologie du matérialisme historique ou plus concrètement, l'idée selon laquelle le capitalisme porte ses contradictions à tel point qu'il annonce sa propre destruction ; enfin, la confusion de la démarche politique et scientifique dans le marxisme. Cette position a incité Olin Wright et ses collègues à se montrer discrets voire absents de la lutte politique – ce qui ne peut être un signe de crédibilité. Ce fondement est à l'opposé de notre construction théorique : nous sommes convaincuEs du lien indissoluble du marxisme et de l'action politique ; convaincuEs également du caractère auto-destructeur du capitalisme quelle que soit sa « résilience », au sens où il sape ses propres conditions de perpétuation et se rend par des nécessités internes à celle-ci insupportable ; convaincuEs enfin de l'importance de la théorie de la valeur, selon laquelle c'est le travail qui fonde la valeur des produits – dont on peut certes discuter la pertinence analytique au niveau économique, mais qui demeure au

cœur de notre compréhension des pratiques sociales et humaines qui fondent les activités en commun, lesquelles sont précisément le lieu du communisme.

Olin Wright conteste le concept d'« aliénation » par son fondement : il s'agirait d'un concept vague, ne reposant pas sur une analyse rigoureuse du capitalisme. Il s'inscrit dans la lignée du marxisme anti-humaniste althussérien, qui s'oppose à cette perspective incarnée. De fait, l'aliénation est pourtant le lieu de la part « subjective » qui permet d'établir par la révolte qu'elle suscite l'engagement révolutionnaire et la conscience de classe. Cette part ôtée, il faudrait imaginer un capitalisme capable de lutter contre lui-même par l'analyse de l'exploitation, laquelle repose sur la compréhension précise du fonctionnement du capitalisme. Pour Olin Wright et les analytiques, il suffirait d'analyser le capitalisme avec la plus grande rigueur et une bonne intention pour justifier son abolition : ni l'analyse de l'idéologie, ni celles de l'aliénation ou de la lutte des classes ne sont nécessaires. Le marxisme pourrait être une science sans conscience (de classe).

UNE HISTOIRE DE PRÉFÉRENCES ?

Il semble donc difficile d'imaginer une action politique qui permette de renverser le capitalisme, sinon mue par l'intérêt. La notion d'« intérêt », quoique suspecte, est en réalité un fondement orthodoxe du marxisme : les prolétaires sont la classe révolutionnaire en raison même de leur intérêt d'après le *Manifeste*. Cette proposition n'implique toutefois pas de s'appuyer sur la détermination objective des positions de classe. En effet, pour Olin Wright, l'intérêt ne peut à lui seul être une justification suffisante de l'abolition du capitalisme, quoiqu'il exploite ceux qui n'en bénéficient pas et n'ont donc pas « intérêt » à sa poursuite. Olin Wright ne peut reconnaître que l'intérêt, mais en héritier somme toute des classiques, il ne peut faire de l'intérêt le moteur à la fois du capitalisme et de son abolition. Il faudrait substituer à cet « intérêt », qui de fait justifie la préséance des exploités, les « valeurs », qui plus est démocratiques, qui justifient entre autres l'engagement d'Olin Wright lui-même en dépit de ses revenus : en somme, il substitue, à l'aliénation subie par les exploités, la proposition de « valeurs » qui seraient « préférées » à l'exploitation malgré l'intérêt, contournant l'appareil marxiste de

construction de la conscience de classe. Il se situe ici dans le cadre d'une riche tradition philosophique anglo-saxonne, qui tend à penser les ressorts de l'action volontaire à partir des « valeurs » qui la déterminent. Ici, il s'agirait de penser ces « valeurs » par le « choix » libre : on retrouve dès lors, en lieu et place de la théorie marxiste de l'aliénation, les principes libéraux d'une autodétermination. C'est dans et par cette perspective que les derniers travaux d'Olin Wright ont opéré une traduction pratique de ces propositions : dans *Stratégies anticapitalistes pour le XXI^e siècle* (2020), il propose d'« éroder » le capitalisme. Cette érosion est dès lors une stratégie réformiste. Il s'agit de progressivement défaire les effets perniciose et l'hégémonie du capitalisme. Pour Olin Wright, il faut affirmer que le capitalisme est en réalité un « écosystème » qui intègre de nombreuses poches d'activités non-capitalistes : selon lui, l'économie sociale et solidaire ou même les productions de l'État ne peuvent être assimilées au capitalisme. Les stratégies de lutte contre le capitalisme présentées sont les suivantes : l'écraser (par la voie révolutionnaire), le démanteler (notamment sur le modèle des pays d'Europe du Nord), le domestiquer (par la voie sociale-démocrate), le fuir (des phalanstères aux zadistes), y résister (par l'action syndicale). Pour Olin Wright, « écraser » le capitalisme n'est pas probable, et de fait il fait de l'URSS le modèle d'une combinaison de l'« écrasement » révolutionnaire, mené par l'État selon lui, et de la résistance syndicale dans une moindre mesure, pour finalement souligner que celle-ci n'a pas abouti. Cette lecture de la révolution d'Octobre fait l'économie de la prise en compte de ses revirements pour en conclure à l'inefficacité du modèle communiste en général : une lecture qui ne vient pas traditionnellement de notre camp... Dès lors, il faudrait coordonner ces initiatives avec un bouleversement politique et économique afin de maîtriser et de renverser le rapport de forces vis-à-vis du marché. Plutôt que d'être tributaires du marché pour mener nos activités, il faudrait rendre le marché tributaire de nos activités.

LE MARXISME ANALYTIQUE COMME RESSOURCE STRATÉGIQUE

Construire un dialogue avec le marxisme analytique, ce n'est pas seulement le

réfuter en bloc : s'il faut être vigilant et penser ensemble les postulats stratégiques et les analyses proposées, il demeure essentiel de ne pas agir de façon irrationnelle et de simplement disqualifier l'intelligence de l'analyse par la posture de l'interlocuteur. Ici, Olin Wright, tout comme le marxisme analytique, doit être réfuté pour son opposition à l'idée d'aliénation d'une part, et pour l'économicisme de son analyse de l'autre.

L'économicisme des analytiques demeure néanmoins un vivier d'analyse et de positions du problème que nous devons prendre en compte. Le classique d'Olin Wright, *Understanding Class* (2015), se propose ainsi d'examiner de façon critique le concept de « classe », et d'en discuter les conceptualisations en dialogue avec ses collègues économistes et sociologues. À partir de son opus magnum, *Utopies réelles* (2010), nous pouvons dresser une vision globale des enjeux principaux dont nous devrions nous nourrir :

1) L'enjeu de la prolétarisation : la constitution de « notre classe » ou de « notre camp » apparaît comme un enjeu qu'il faut sans cesse remettre à l'ouvrage. La thèse marxienne de la prolétarisation est celle qui veut que l'extension du capitalisme implique un accroissement de l'implication dans le capitalisme et donc un accroissement du prolétariat : cette dynamique est valide. Toutefois, c'est sur le plan de la conscience de soi de la classe que le bât blesse. Arguer de l'opposition entre le « prolétaire » au sens large qui vit de sa force de travail et le capitaliste qui ne dépendrait pas de celle-ci pour réaffirmer l'unité des travailleurs est un mot d'ordre qui peut avoir sa pertinence, mais qui ne doit pas nous masquer ce fait essentiel : comme l'écrit Olin Wright, si ces positions de base sont fondées par les rapports capitalistes, il n'empêche qu'il existe des « positions de classe contradictoires », en particulier celles de cadres, de managers ou encore de techniciens hautement qualifiés – ils entretiennent ainsi des « propriétés relationnelles » qui les attachent au capitaliste et au travailleur. Ces positions contradictoires représentent la moitié des travailleurs des pays européens : il nous faut donc nous interroger sur les vecteurs de politisation et de « retournement » de ces contradictions. De fait, la sociologie de nos partis, souvent ancrée dans ces postures contradictoires et/ou



compliquée par une appartenance aux structures d'État, doit être un des leviers stratégiques pour agir dans les foyers d'agitation qui ne sont pas les nôtres et pour mieux conduire notre propre stratégie révolutionnaire. Comment faut-il prendre en compte ces « positions de classe » pour pouvoir effectivement politiser leur rapport de base ?

2) L'enjeu de la capacité collective de classe : la démultiplication des luttes sectorielles qu'il est difficile de rattacher les unes aux autres en témoigne. La précarisation et l'extension de la classe ouvrière n'ont fait que différencier les conditions et les modes de vie. Penser le mouvement ouvrier à partir des cités ouvrières ne peut en aucun cas correspondre à l'atomisation de nos sociétés contemporaines. Si la solution anarchisante autour des lieux de fuite du capitalisme peut enseigner diverses leçons, il faudrait d'abord en retenir celle-ci : l'expérience concrète et quotidienne de la lutte est désormais un enjeu de « création » de lieux, et non plus d'investissement des lieux existants.

3) La reprise au politiste Adam Przeworski de la notion de « creux transitionnel » : Przeworski souligne que la révolution à laquelle nous appelons par nos actions ne peut correspondre à une amélioration immédiate des conditions de vie de la population médiane. Par conséquent, l'ensemble des mots d'ordre sur la situation actuelle d'un point de vue économique – non du rapport au travail ou des discriminations – est dangereux car certainement fallacieux. Dans le contexte de lutte contre l'inflation, nous devons en être au moins conscientEs au moment d'élaborer notre stratégie : l'inflation qui succéderait à une prise de pouvoir révolutionnaire serait presque inévitable d'après les prévisions des marxistes analytiques. Ou bien, donc, nous les réfutons, ou bien nous prenons en compte cette donnée. Plus encore, cela doit nous amener à nous saisir de la situation actuelle pour ne pas seulement « amplifier nos colères », mais aussi développer un discours sur l'inflation capable de nous armer dans un futur révolutionnaire.

LES IMPASSES STRATÉGIQUES DE CES TRADITIONS : UNE « COMBINATOIRE » RÉFORMISTE

Les problèmes soulevés sont donc sérieux : maintenir au nom de notre assurance en l'insuffisance des démarches réformistes notre stratégie révolutionnaire

impliquera donc de pouvoir répondre aux écueils qui nous sont opposés. Il nous faut développer une stratégie de réponse à cet engouement réformiste qui se saisit d'une part croissante de nos sympathisants. La stratégie d'exposition qui est la nôtre, par un dialogue « ouvert » qui ne dissimule pas nos différends, doit donc avoir la clarté et la vigueur d'Aurélie Trouvé lors du meeting de la Bellevilloise. Quand elle se propose de « combiner » les stratégies pour parvenir à l'objectif, elle oublie ceci : sa perspective ne se présente que comme un renouvellement de l'optique réformiste, à partir de la distinction entre une action venant de l'État et une action venant de la société civile. Cette distinction appartient à la conceptualité bourgeoise que le communisme vise à renverser : la société civile ou l'État ne sont que deux produits de la machine bourgeoise à créer des abstractions et des fétiches qui justifient le capitalisme. La notion même de révolution « citoyenne », arguant du terme de « citoyen », est le symbole de la politique de la Révolution française critiquée et analysée par Marx notamment dans *Sur la question juive*, et cela doit nous alerter sur la reproduction de la vision libérale et bourgeoise de la révolution, dont il faudrait préciser la façon dont LFI prétend la rejouer en opérant une forme d'inclusion dissolvante du projet socialiste.

Notre stratégie est en rupture avec ce réformisme qui habille de radicalité les vêtements usés du président Robespierre : le front unique, c'est se soucier du niveau de conscience de classe des opprimés et tenter de participer à l'élever et à l'extirper de toute passivité et de sa résignation. Il ne s'agit pas d'éroder le capitalisme en étant sur tous les fronts,

mais d'éroder la morgue et l'aliénation en animant tous les fronts en vue de la lutte révolutionnaire. Cette animation a un organe et une école : le parti. Le parti vient non pas agréger des tendances ou des entreprises, mais les condenser et les diriger. C'est dès lors également notre tâche : œuvrer à construire nos militantismes et à être à l'avant-garde de notre classe ; œuvrer à construire un parti capable d'organiser cette formation serrée – sans prêter le flanc à des divisions permanentes et stériles qui sont le danger dont notre tradition se sait assaillie. Dès lors, les actions dans lesquelles nous montrons notre ténacité, aussi bien que le rappel franc de Philippe Poutou, distinguant nettement leur contentement de notre détermination à abolir la propriété privée et l'État, pousse la stratégie des réformistes à se découvrir en tant que telle, toute phraséologie ou pseudo-dépassement mis à nu. Ainsi, si Aurélie Trouvé pouvait se féliciter d'avoir vu des socialistes condamner les réformes social-libérales qu'ils avaient instituées, nous pouvons nous féliciter d'enjoindre sans relâche les réformistes, et au-delà porter les revendications de notre camp social, à revenir à des mots d'ordre véritablement anticapitalistes et authentiquement communistes sans plus nourrir d'illusion sur le capitalo-parlementarisme, fût-il incarné par Jean-Luc Mélenchon. « *C'est justement dans l'action que les grandes masses doivent se convaincre que nous luttons mieux que d'autres, que nous voyons plus clair, que nous sommes plus courageux et plus décidés. Nous rapprochons ainsi l'heure du front unique révolutionnaire, sous la direction indiscutée des communistes* », écrivait Trotsky en mars 1922. □



Aurélie Trouvé lors du meeting de la Bellevilloise le 24 juin 2022. © Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas

Le NPA en Congrès

À l'occasion du 5^e congrès national du NPA, qui se déroulera du 9 au 11 décembre après plusieurs semaines de débats locaux, nous publions des tribunes rédigées par les trois plateformes électives issues du Conseil politique national, sur le point particulier de discuter de quel outil, quel parti, nous avons besoin dans la période.

Un NPA révolutionnaire, inclusif, démocratique... refondé !

PLATEFORME A

Suite à l'écroulement du bloc soviétique et la disparition du stalinisme et de ses avatars, notre objectif révolutionnaire est à présent percuté par l'effondrement du mouvement ouvrier organisé. Comment dès lors constituer un courant révolutionnaire issu d'une tradition trotskiste, qui ne se résigne pas au statut minoritaire, au sein d'un mouvement ouvrier en crise ?

LA CRÉATION DU NPA POUR RÉPONDRE À UNE NOUVELLE PÉRIODE.

En créant le NPA, la LCR tentait de capitaliser sur sa popularité électorale mais aussi sur l'émergence d'une nouvelle génération militante... Il s'agissait alors de regrouper les anticapitalistes et les révolutionnaires, donc d'attirer des militantEs qui hésitaient entre réforme et révolution. Cela aurait pu être une tactique envisageable, revenant à faire de "l'entrisme" dans un parti large, médiation vers un parti révolutionnaire de masse, mais où la LCR se serait alors constituée en fraction, aurait conservé son programme, pour tirer à elle, dans le cadre de la création d'un nouveau parti et de la dynamique qui en découlait, de nouvelles forces. Mais ce projet n'a jamais été présenté ni assumé comme une tactique, créant un flou laissant penser à un changement de stratégie. La LCR s'est dissoute dans le NPA (tout en en restant à sa direction), la référence au trotskisme abandonnée, les définitions stratégiques repoussées à plus tard.

Face à ce projet majoritaire, un autre projet coexistait : celui d'un parti qui réunirait réformistes et révolutionnaires. Dans

cette vision, le NPA était le cadre pour une union de la gauche de la gauche, dans la lignée du Non au TCE. Ce projet était largement minoritaire dans la LCR, entraînant dans un premier temps le départ d'un certain nombre de figures militantes. La naissance d'un parti clairement réformiste, le PG de Mélenchon et celle du Front de Gauche, au même moment que le NPA, s'est révélé un projet plus attractif pour beaucoup de militantEs de cette sensibilité minoritaire. Les départs de la GU et de la GA sont venus l'acter.

Enfin, à la création du NPA coexistait un troisième projet, celui des petits groupes extérieurs à la LCR et qui voyaient dans la dynamique du NPA l'occasion de sortir de leur isolement politique (Étincelle, CRI devenu TC ou le CCR). Ces groupes, devenant des tendances du NPA, défendaient au contraire une délimitation stricte du NPA : il s'agissait de faire un parti de révolutionnaires, ayant une stratégie et un programme clairement révolutionnaires. Néanmoins, pour ces groupes, la nature révolutionnaire du parti dépendait de la reprise de leurs propres éléments programmatiques. Dans le contexte de crise du parti, cela a nourri le besoin de distinction de chacun d'entre eux, les sectarismes internes et les démarches centrifuges, accélérant en retour la crise du NPA.

Dans ce contexte de perte des acquis et d'échec du projet de parti large face à l'émergence d'un projet réformiste bien plus cohérent, le manque de référence au trotskisme ou au communisme, l'absence d'hypothèse stratégique principale et de

programme de transition, en un mot tout ce qui avait été pensé comme la force du NPA est devenu sa faiblesse. Il est difficile de créer un sentiment d'appartenance commune à un parti à l'identité politique aussi faible, et donc d'appliquer le centralisme démocratique, puisque les principales prises de décision censées instituer un parti ont été repoussées à plus tard et n'ont finalement jamais été prises. C'est l'une des raisons qui ont mené les tendances oppositionnelles à devenir des micro-partis dans un parti de faible consistance. En retour, cela n'a fait qu'aggraver davantage la crise du NPA, et conduit à la situation actuelle. Si les tendances ont accentué la crise du NPA, elles n'en sont donc pas la cause, mais bien plutôt le fruit.

Aujourd'hui, un grand nombre de membres du NPA, y compris celles et ceux qui étaient convaincuEs au départ du projet de parti large, reconnaissent que la période a changé et que l'espace qu'avait espéré prendre le NPA – à gauche du social-libéralisme – est aujourd'hui occupé par la FI. C'est très bien : ce congrès doit l'acter.

UN PARTI RÉVOLUTIONNAIRE REFONDÉ, AVEC UN PROGRAMME DE TRANSITION ACTUALISÉ

Cela passera par une modification de nos principes fondateurs et nos statuts et devra s'incarner dans l'ensemble de notre





matériel et de nos interventions. Il s'agit en quelque sorte de revenir au meilleur de ce qui avait fait la LCR. Nous voulons ainsi rouvrir le débat sur nos diverses hypothèses stratégiques, notamment celle de la grève générale insurrectionnelle pour la prise du pouvoir de notre classe. Par ailleurs, nous devons clarifier ce que nous entendons par auto-organisation et auto-activité de la classe.

Nous voulons enfin que se lance le chantier de rédaction et de re-conceptualisation d'un programme de transition, qui ne soit pas un simple programme d'urgence plus à gauche que celui de la FI, mais qui permette de faire le pont entre les revendications actuelles des classes populaires et l'objectif d'un gouvernement des travailleurSEs qui engage la transition vers le socialisme. Il ne doit pas y avoir d'un côté un programme fait de mesures pour répondre à l'urgence et d'un autre un lointain horizon révolutionnaire. Notre programme, à la fois crédible et désirable, utiliserait les mesures que nous défendons pour mobiliser notre classe et démontrer que la réponse à l'urgence est une révolution socialiste. Notre programme intégrerait également les élaborations issues des théories féministes, écosocialistes, décoloniales, antiracistes, etc. Cela ne signifie pas pour cela tout définir dans les moindres détails. Mais les bases d'un programme de transition pour le 21^e siècle doivent être posées.

Nous faisons les propositions suivantes. Un tel programme s'appuierait notamment sur une analyse marxiste des crises qui, admettant la centralité du taux de profit comme moteur des crises du capitalisme, montrerait l'impasse des solutions de relance keynésiennes proposées par la gauche antilibérale. Avec ces éléments viendrait un projet concret qui donnerait des pistes pour passer d'une économie capitaliste à une économie planifiée, en parlant par exemple d'extension du champ de la sécurité sociale. Nous devrions assumer la nécessité d'une rupture anticapitaliste avec l'Union européenne des barbelés et du capital. Nous avancerions une écologie anti-productiviste qui assumerait que décroissent certains secteurs de l'économie. Ensuite, ce programme défendrait une vision du capitalisme comme un système intrinsèquement de classe, de genre et de race. Il reconnaîtrait donc la centralité du féminisme et de l'antiracisme au sein de notre projet révolutionnaire, tant en

termes stratégiques (grève du travail productif et reproductif) que programmatiques (socialisation de la production et de la reproduction). Enfin, il défendrait la centralité stratégique de l'auto-organisation et la nécessaire mise en place d'un gouvernement des travailleurSEs qui s'emparerait du pouvoir pour mettre en œuvre ces mesures.

RECONSTRUIRE NOTRE PARTI, RECONSTRUIRE LE MOUVEMENT OUVRIER

Une autre réponse serait de chercher prioritairement à reconstruire le mouvement ouvrier au sein de fronts uniques avant même d'y développer un courant révolutionnaire structuré. Bien sûr, le front unique est un élément majeur de notre politique. Mais nos faibles forces ne peuvent suffire à inverser la crise générale que traverse le mouvement ouvrier.

Si nous devons prendre notre part à la reconstruction du mouvement ouvrier, notre apport central est donc d'ordre stratégique et programmatique. Pour être capables de développer des politiques utiles de fronts uniques, y compris avec des réformistes – dans les luttes, et parfois même dans les élections –, nous devons construire notre courant sans nous excuser d'être révolutionnaires. Construire un front unique ne fait pas avancer nos idées ni la lutte si nous nous y dissolvons sans porter une politique propre et offensive face aux réformistes. Pour cela, nous devons donc construire un courant révolutionnaire assumé, et donc reconstruire notre propre parti ! Cela passe par un travail d'implantation, pas seulement dans les grands secteurs industriels historiques, mais également dans des secteurs féminisés et racisés en expansion numérique, comme le nettoyage, le soin, la santé. Le militantisme à destination des lieux de travail doit aussi se faire en aidant les camarades à se faire embaucher dans les secteurs que nous choisissons de prioriser et à y militer syndicalement, en faisant le lien avec leur comité. Les Rencontres Nationales Public-Privé devraient à ce titre redevenir une priorité du parti.

Mais la question de l'implantation ne se réduit pas aux lieux de travail. S'implanter, c'est également prendre notre part dans la construction ou la reconstruction des collectifs militants écologistes, féministes, antiracistes, LGBTI...

UN PARTI CAPABLE DE CONSTRUIRE LE FRONT UNIQUE

Le front unique demeure un aspect

majeur de notre stratégie. Il ne s'agit pas d'un simple regroupement à la base de l'avant-garde large, mais il consiste au contraire à construire l'unité de la base au sommet des organisations du mouvement social autour de revendications unifiantes. Cela peut passer par la signature d'appels collectifs aux mobilisations, mais sans effacer la question de leur fond politique. Si nous ne pouvons pas exiger la reprise de l'entièreté de notre programme pour faire l'unité d'action, inversement il ne s'agit pas d'adopter la ligne des autres organisations ou une partie de celles-ci. Plus globalement, si le front unique sert de médiation pour unifier la classe, il sert également à démontrer les limites du réformisme à une large échelle. Il faut donc y défendre publiquement notre politique. L'enjeu est moins le type de front unique que nous menons (bien sûr au sein de notre classe), que ce que nous y faisons ! Ainsi, nous ne devons pas hésiter, lorsque c'est nécessaire, à interpellier les directions bureaucratiques réformistes et à critiquer publiquement, en fonction des circonstances, leur passivité, leur absence de plan de bataille ou leur politique de défaites.

Une démarche de front unique c'est aussi reconstruire des cadres unitaires antifascistes. La menace de l'extrême droite peut en effet rapidement devenir une réalité récurrente dans les luttes. C'est l'un des premiers champs d'interventions de ces groupes et nous devrions renforcer notre collaboration avec d'autres forces : SO communs, manifestations contre les initiatives de l'extrême droite, et organisation de la solidarité avec les camarades agressésEs...

C'est enfin (re)construire les liens entre les mouvements féministes, LGBTI, antiracistes, antivalidistes et le mouvement ouvrier. Il ne s'agit pas simplement de faire des cortèges de notre parti le jour des manifs féministes ou des prides, mais de construire en amont ces manifestations en nous investissant dans leur organisation, tout en y défendant notre politique.

UN PARTI RÉVOLUTIONNAIRE, INCLUSIF, ET DÉMOCRATIQUE

Le parti révolutionnaire que nous voulons construire ensemble est aussi un parti inclusif et démocratique, qui donne sa place aux militantEs et leur permet de se former, de décider en ayant connaissance de tous les enjeux. Nous voulons un parti qui contrôle sa direction et ses porte-parole, assume la rotation des mandats, et qui ne considère

pas comme secondaire la question des méthodes. Un parti révolutionnaire et démocratique définit des droits et devoirs pour chacun de ses courants

(officiels ou officieux), permettant de mettre en œuvre un vrai centralisme démocratique. Enfin et surtout, nous voulons un parti révolutionnaire,

démocratique, inclusif, où les comités ne sont pas de simples exécutants mais expérimentent et participent à élaborer l'orientation. □

Un parti pour unifier notre classe et rompre avec le capitalisme

PAR LA DIRECTION DE LA PLATEFORME B

Les enjeux du prochain congrès du NPA s'inscrivent profondément dans la période dans laquelle le capitalisme est entré, une période de guerres et d'affrontements violents entre les classes, dans laquelle les exploités et les opprimés partent avec un retard considérable.

La crise multiforme d'un capitalisme pourrissant, avec la guerre en Ukraine, la montée du danger fasciste visible notamment avec les élections au Brésil, en Italie, aux USA et bien sûr en France, l'ampleur de la crise écologique, les violences policières et racistes, la crise de l'accueil des migrantEs et désormais l'inflation galopante rendent plus que jamais d'actualité l'opposition « socialisme ou barbarie » et donc l'actualité de la révolution. Seule la prise du pouvoir par les exploités et les opprimés, prenant leurs affaires en main organisant et contrôlant la production démocratiquement peut ouvrir une telle perspective révolutionnaire.

Mais force est de constater que les révolutionnaires sont très minoritaires, que le prolétariat est très fragilisé et désorganisé et que les grandes mobilisations de masse sont très hétérogènes socialement : de l'Algérie aux Gilets jaunes, des mouvements contre les oppressions, notamment MeToo, aux luttes pour le climat ou aux batailles contre l'impérialisme et pour les droits des peuples, en Ukraine, en Iran ou en Palestine.

Les révolutionnaires doivent faire face à cette contradiction fondamentale de la maturation des conditions objectives d'un renversement du capitalisme et de la faiblesse du facteur subjectif,

celui de la conscience de classe et du parti révolutionnaire. Cela impose une orientation combinant la nécessité de défendre un programme révolutionnaire et de batailler pour l'unité du prolétariat, dans l'action.

C'est tous ces objectifs que nous avons poursuivis depuis le dernier congrès, et que l'orientation de la campagne Poutou a tenté d'incarner.

UN PARTI POUR LA RUPTURE RÉVOLUTIONNAIRE

Des camarades estiment que le NPA aurait besoin d'une clarification, d'une refondation, de débats stratégiques. Pour nous, ce débat nécessaire est une discussion vivante, basée sur les expériences de lutte, qui doit se mener dès maintenant, pas un débat abstrait.

La révolution est un processus : il faut une rupture radicale avec la domination bourgeoise, ses institutions son appareil d'État, sa police et ce à l'échelle internationale. L'hypothèse stratégique de la grève générale insurrectionnelle doit être actualisée à la lumière des nouvelles expériences. Celles-ci ont montré la nécessité d'une actualisation renforcée par l'écologie – nous devons nous battre pour un éco-communisme –, d'une articulation entre lutte sur les lieux de travail et combats territoriaux voire même en lien avec la question nationale et

le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, la connexion avec la lutte contre les oppressions qui ne s'éteindront pas mécaniquement avec le capitalisme et le fait que la crise révolutionnaire n'est que le début d'un processus de transformation de la société.

La crise du capitalisme produit de multiples résistances de par le monde mais elles ont du mal à dépasser le stade de la colère. Elles se heurtent à la logique d'un État construit et pensé pour faire régner l'ordre capitaliste et sont, de fait, incapables de déboucher sur une alternative politique.

Cette rupture nécessite donc de défendre l'idée d'un intellectuel collectif pour l'action, en capacité de répondre de manière coordonnée et démocratique à des attaques globales et systématiques, c'est-à-dire d'un parti. Nous ne prétendons pas détenir la vérité absolue et ce parti ne peut pas être l'expression fantasmée d'une minorité agissante représentant à elle seule la conscience politique des exploités et des opprimés. Le programme militant se construit en interaction avec les masses, leurs expériences pratiques, que ce soit dans les luttes ou dans la façon dont elles perçoivent les choix politiques





des différentes organisations du mouvement ouvrier. La perspective révolutionnaire n'est pas un mantra qu'on répète pour se convaincre de sa radicalité. Elle ne peut se réaliser que si des millions de personnes se l'approprient dans l'action de masse : nous ne renverserons pas le capitalisme sans gagner l'unité et la majorité dans notre camp social. Dans cet objectif nous nous adressons à toutEs les anticapitalistes, toutes les personnes qui veulent se battre contre le système, qu'elles soient organisées ou non, qu'elles se retrouvent dans l'extrême gauche, autour de la gauche réformiste ou hors des organisations.

UN PARTI POUR RASSEMBLER NOTRE CLASSE DANS SA DIVERSITÉ

Notre parti doit être à l'avant-garde des combats du prolétariat et de la jeunesse. Nous devons être au-devant de la scène pour combattre le pouvoir de Macron et le patronat : notre but n'est pas de tergiverser sur l'analyse des organisations réformistes mais de proposer à toutes et tous, dans l'unité, d'organiser la lutte pour la défense des retraites, pour les salaires, contre la réforme de l'assurance chômage. Notre rôle n'est pas de dissenter sur la nature de la résistance ukrainienne à l'impérialisme russe mais d'être à l'initiative pour soutenir les luttes des peuples opprimés, en Ukraine, en Iran, en Palestine, etc.

Un parti n'est pas qu'un groupe de réflexion théorique : recruter n'est utile qu'au vu des objectifs politiques que le parti se pose, il doit être tourné vers l'action et les masses. Se battre pour l'unité de notre classe, c'est combattre pour l'unité de ses organisations, pour l'auto-organisation non dépendante des appareils, et travailler au débordement de ces derniers par l'action des masses, pas par une dénonciation qui ne passerait que pour du sectarisme et nous isolerait. De même, nous construisons les organisations de masse, particulièrement les syndicats, pour elles-mêmes, pour ce qu'elles apportent à l'auto-activité de la classe, tout en gardant notre indépendance, nos propres stratégies.

La contre-révolution néolibérale a remodelé les rapports sociaux et réorganisé le prolétariat. Atomisation des grandes concentrations ouvrières, du travail, ubérisation... ont façonné une classe ouvrière extrêmement hétérogène et de plus en plus précaire. Cette individualisation

croissante des rapports sociaux a participé à la destruction du lien social et, combinée aux reculs sociaux, a fait largement refluer la conscience de classe.

Reconstruire la conscience de classe, la classe pour soi, passe par des bouleversements par rapport au logiciel sur lequel s'est construit le mouvement ouvrier du XIX^e et du XX^e siècle à partir de nouvelles coordonnées. Notre parti doit représenter notre classe dans sa diversité : travailleurEs, précaires, raciséEs, femmes, Lgbti sont les éléments constitutifs du prolétariat, le tout dans une approche en rupture avec le mode de production productiviste et extractiviste. Un parti à l'image des exploités et des opprimés et en phase avec les nouvelles radicalités qui s'expriment, dans le mouvement féministe, dans le mouvement écologique en y défendant à la fois l'autonomie et la lutte de classes. Nous défendons cette autonomie, tout en développant une orientation lutte de classes et révolutionnaire, parce que nous considérons qu'elle produit en elle-même des dynamiques subversives contre le capitalisme, parce qu'elle met en difficulté le pouvoir de la bourgeoisie.

Tous ces éléments nécessitent une politique volontariste pour développer ou reconstruire des outils militants sur les lieux de travail, dans les quartiers, les collectifs et la jeunesse indispensables pour unifier le prolétariat et coordonner son action.

UN PARTI DÉMOCRATIQUE POUR ÊTRE UTILE AU PROLÉTARIAT

Pour défendre nos perspectives, nous avons besoin d'un parti, d'un intellectuel collectif et militant, pas d'une somme de groupes qui tirent dans des directions opposées.

Notre parti n'est pas une fin en soi mais un outil pour agir, intervenir dans la lutte de classes, notamment pour modifier les rapports de forces, prêt à prendre des initiatives dans le temps court de la politique, voire des tournants pour faire pencher la balance du côté de notre camp social.

Pour cela il faut pouvoir proposer une orientation claire et lisible à l'échelle de masse et en tirer des bilans. Nous constatons que partager un vague horizon révolutionnaire n'est pas suffisant pour avancer ensemble, quand les tactiques ou les stratégies à mettre en œuvre pour y parvenir ne sont compatibles. Il faut un accord global sur une « compréhension commune de la situation et des tâches ». Cela n'empêche pas de

tenter des expérimentations, c'est même la condition pour que ces expérimentations puissent faire l'objet de bilans communs. Nous défendons un NPA basé sur cette conception d'un centralisme démocratique. Au-delà, dans un monde où des millions de travailleurEs subissent au quotidien la violence du capital et du patronat, nous défendons la conception d'une organisation fraternelle et sœur où il fait bon militer, dans laquelle les travailleurEs, les femmes, la jeunesse ont toute leur place, où on ne se contente pas de construire chacun sa fraction, contre les autres en s'inventant des désaccords stratégiques. « Faire parti », c'est s'unir pour agir ensemble ! Que chacunE construise non seulement les comités et une intervention vers l'extérieur, mais aussi ses commissions (d'intervention sur les lieux de travail, féministe, LGBTI, écolo...), ses instances de direction intermédiaires, vende son journal, etc.

Aujourd'hui, nous constatons que les fractions refusent cette perspective. A&R et l'Étincelle construisent leur groupe indépendamment du NPA, comme une organisation séparée, avec sa propre orientation, ses propres publications, ses propres permanents, cotisations, formations, et même son propre congrès pour l'Étincelle ! Ce sont des organisations séparées, qui se sont opposées à tout ce qui a été fait par le NPA ces dernières années, que ce soit le lancement de la campagne Poutou, les interpellations des organisations réformistes, les campagnes internationalistes... y voyant des prétendues compromissions avec le réformisme... qui ne sont jamais arrivées.

Elles nous accusent aujourd'hui de vouloir faire scission alors que ce sont elles qui fonctionnent séparément depuis plus de dix ans. Nous proposons seulement d'en finir avec ces fonctionnements d'organisations parallèles, soit par la fin des fractions publiques permanentes pour un parti unifié gérant ses désaccords en toute transparence mais en interne, soit par le constat que nous construisons des organisations différentes et la reconstruction d'échanges plus sains et sereins entre organisations séparées.

Les conditions qui ont mené à la constitution du NPA ont changé. Le mouvement ouvrier est profondément modifié par rapport à la période de sa fondation, où toute la gauche réformiste assumait la gestion des affaires de la bourgeoisie dans la continuité de Jospin puis Hollande, notamment avec l'émergence de forces réformistes portant l'objectif d'une

rupture antilibérale.

Nous sommes à la veille de nouvelles confrontations de classe et de décanations au sein du mouvement ouvrier. Le NPA ne peut y répondre que s'il est capable d'intervenir de façon unifiée et

ouverte pour s'adresser à des millions de personnes, s'il ne refuse pas d'entrer en débat-confrontation avec les appareils réformistes, s'il sait se lier à touTEs les militantEs qui se mettent en mouvement, avec leurs illusions, leurs erreurs et leurs

dynamiques, pour proposer une perspective de renversement du capitalisme.

C'est l'orientation qu'a défendue la campagne de Philippe Poutou, c'est ce que défend la plate-forme B dans ce congrès. □

Pour continuer ensemble, pour un NPA révolutionnaire large

POUR LA PLATEFORME C, PAR ARMELLE, AURÉLIEN, GAËL, MARIE-HÉLÈNE, ZARA

Curieux choix de l'actuelle majorité de la direction du NPA qui est à l'initiative de la plate-forme B, que d'annoncer d'avance que le prochain congrès de notre organisation acterait la séparation d'avec la moitié de ses forces vives. Philippe Poutou a confirmé le souhait de séparation lors d'une intervention à la récente fête de Bordeaux – anticipant l'issue du congrès. Curieux choix aussi d'annoncer cette séparation au nom de l'« unité ». Séparons-nous... unitairement ! Mais le paradoxe n'est qu'apparent. L'actuelle équipe dirigeante du NPA défend la perspective d'un « parti large » par alliance et/ou regroupement du côté des marges de la galaxie Nupes. Il y aurait matière à émergence d'une nouvelle gauche – dite « de combat ». Voilà pour le volet politique. Et la cassure du NPA, pourquoi ? Parce que ladite perspective n'étant pas franchement majoritaire dans le parti, et la direction ne se sentant guère en mesure de résoudre la question par la conviction, elle envisage de la régler par l'éviction d'une partie de celles et ceux qui ne sont pas d'accord. C'est le volet « séparation ». Deux volets d'une même pièce auxquels notre « plateforme C » s'oppose – initiée par des camarades de deux courants organisés du NPA, A&R et la Fraction l'Étincelle. Démocratie révolutionnaire (DR) la soutient et Socialisme ou Barbarie (SOB) appelle à voter pour. D'autres camarades, n'appartenant à aucun courant organisé et/ou provenant d'autres courants, en sont également signataires. Nous ne voulons pas d'un congrès qui esquive les débats programmatiques et stratégiques en faisant le procès des

courants/fractions. Les enjeux du prochain congrès dépassent ces clivages. L'urgence, c'est de mettre au centre le brassage des expériences, des débats entre les secteurs, les fédérations, les comités, les commissions, entre touTEs les militantEs du NPA.

LE NPA N'EST PAS SOLUBLE DANS LA GAUCHE

Le NPA est un petit parti, mais néanmoins marquant, avec Lutte Ouvrière, d'une extrême gauche qui a une certaine audience en France. Notre plateforme C milite pour un NPA qui se maintienne comme pôle révolutionnaire, clairement démarqué de la gauche, parti militant organisant et représentant les intérêts des exploités et opprimés. Le prolétariat – au sens large, englobant toutes celles et ceux dont la vente de la force de travail est le seul moyen de vivre ou survivre – doit faire face à un monde de rapaces capitalistes défendus par Macron et son gouvernement, comme par des partis de droite et d'extrême droite aux franges fascistes. La gauche française aujourd'hui est loin d'incarner une quelconque volonté de rupture. Il s'agit plutôt du recentrage d'un Mélenchon, qui a parfois su jouer avec des formules radicales, pour désormais se présenter en chef de file d'une future gauche de gouvernement. La campagne menée avec le PS, le PCF et les Verts, dont des ministres de Hollande, sous le slogan « Mélenchon Premier ministre », a eu le mérite d'une certaine clarté de ce point de vue. Cette percée électorale de la FI et le rééquilibrage au sein de la « gauche » institutionnelle au profit de la FI, ne changent pas notre objectif fondamental qui est de construire des organisations

indépendantes de la bourgeoisie mais aussi de toutes les nuances de la « gauche institutionnelle », dont la FI. Nous pensons que la situation le permet. Préserver notre indépendance de classe politique et organisationnelle ne veut pas dire cultiver notre isolement, c'est même tout le contraire : c'est « marcher séparément, mais frapper ensemble ». « Frapper ensemble » sur toutes les questions qui permettent à notre camp de se mettre en mouvement, mais « marcher séparément » car il faut développer nos perspectives révolutionnaires qui sont à l'opposé des impasses institutionnelles portées par la Nupes et la FI. Mener cette politique, c'est le meilleur moyen de s'adresser aux militantes et militants de la gauche institutionnelle.

L'enjeu politique de ce congrès est de pousser la discussion sur les tâches et perspectives tangibles de l'extrême gauche, sur les moyens de construction d'un parti révolutionnaire militant. Il est urgent d'aller vers un parti révolutionnaire plus implanté, plus étendu, plus important... en un mot plus « large », capable de s'adresser à la nouvelle génération militante et de regrouper. Un tel parti est accessible si nous y mettons l'ambition et les efforts. Comment ? Par regroupement de celles et ceux qui, dans les classes populaires, résistent à l'exploitation, mais aussi aux oppressions qui en découlent, de race, de genre ou d'orientation sexuelle, comme aux dégâts infligés à la planète. Car il existe un vaste milieu, récemment arrivé à la politique, qui





s'insurge contre ces inégalités, injustices et agressions contre l'humanité et la nature secrétées par le système capitaliste. Qui résiste aussi au fatras réactionnaire, sexiste, raciste et anti-immigrés, voire fasciste, appuyé par le chœur des obscurantismes religieux. Un parti révolutionnaire militant, c'est aussi le drapeau d'idées politiques émancipatrices du prolétariat, dont l'internationalisme.

OUI, UN « PARTI LARGE »... ET RÉVOLUTIONNAIRE !

Militer pour la révolution communiste mondiale nécessite certainement des convictions bien accrochées (arrimées à la théorie marxiste comme aux luttes des générations passées). Les situations ne sont pas faciles et les groupes révolutionnaires sont petits. Sont-ils pour autant « identitaires », « sectaires » et « non unitaires » (ce que la direction actuelle du NPA reproche aux courants qui présentent la plateforme C) ? Le fait que Philippe Poutou ait recueilli 0,77 % des voix à la présidentielle de 2022 signifie-t-il que nous serions plus coupés des masses que la Nupes et aurions besoin de nous atteler à un char électoral plus gros ? Mélenchon a arraché un succès au premier tour de la présidentielle, mais les mêmes qui ont ainsi « voté utile » contre Macron et Le Pen, n'ont pas réédité leur geste aux législatives qui ont suivi, en faveur de la nouvelle mouture d'union de la gauche. Cette Nupes ne les a pas emballés !

Oui, il existe un milieu attentif aux joutes parlementaires et aux motions de censure contre le gouvernement Macron. Ce milieu se trouve souvent dans les appareils syndicaux et associatifs. La masse du monde du travail et de la jeunesse, ceux et celles qui luttent de manière encore trop éparse mais néanmoins bien réelle, se posent plutôt les problèmes des salaires, du chômage et de la précarité. Nous pouvons nous adresser aux premierEs, mais surtout très « largement » aux secondEs. Nous aurons besoin pour cela d'exprimer fermement nos propres convictions et de nous muscler un peu mieux.

PAS SEULEMENT UN SELFIE AVEC POUTOU, MAIS UN PARTI !

Nous constatons toutes et tous la politisation qui, depuis quelques années, gagne une partie de la jeunesse, prolétaire ou scolarisée. Toutes et tous avons entendu ces manifestants qui criaient « Anticapitaliste ! » ou « Révolution ! », dans des

cortèges, depuis la lutte contre la Loi travail et le mouvement des Gilets jaunes. Toutes et tous avons été témoins de la présence des jeunes dans les meetings de campagne de Philippe Poutou. Le NPA tel qu'il est n'a d'ailleurs pas été un obstacle pour ces jeunes et encore moins pour qu'ils rejoignent le secteur jeunes du NPA. Le texte de la plateforme B affirme lui-même que Philippe Poutou trouve un très large écho, bien au-delà de son piètre score électoral... et qu'une partie de ce milieu, même quand il a voté pour Mélenchon, compte sur Philippe Poutou pour gagner vraiment, dans la rue. C'est indéniable. Un certain samedi 8 octobre, deux réunions se sont tenues à Saint-Denis : l'une à la Bourse du travail, une réunion appelée par les huit députés de la FI (qui a arraché tous les sièges du département), a réuni au mieux 80 personnes – salle bien vide ; l'autre à l'université de Paris 8, organisée par le secteur jeunes du NPA, a réuni 250 personnes – salle bien pleine ! Nos effectifs en progression soulignent nos opportunités : en six mois de l'année 2022, le parti a grossi d'un quart supplémentaire par l'apport de jeunes attirés par les accents révolutionnaires de la campagne, l'expression indépendante des révolutionnaires vis-à-vis de la FI. Les efforts militants ont d'ailleurs permis de regrouper ces jeunes au sein du NPA, dans son secteur jeunes, démontrant ainsi que le NPA est bien vivant – on n'en est pas à l'afflux spontané.

La nécessité d'un parti affichant clairement son programme et sa stratégie révolutionnaire est un enjeu du prochain congrès, à l'opposé d'une gauche qui n'aspire qu'à gouverner la société bourgeoise telle quelle est, à mettre en lien avec une situation internationale où l'urgence révolutionnaire est palpable pour une nouvelle génération, y compris dans le milieu syndical jeune et combatif, au sein de laquelle nous pouvons et devons recruter et former les quelques milliers qui nous feront franchir le cap d'un véritable parti. Sans omettre d'avoir une politique unitaire en direction des autres courants révolutionnaires. Sans omettre non plus d'utiliser cette situation pour influencer celles et ceux que la gauche avait découragé.e.s de tout espoir en un changement social et politique radical. Frapper ensemble dès que c'est nécessaire, mais marcher séparément – c'est-à-dire s'affirmer, se distinguer, se différencier des courants de la gauche institutionnelle. Ce que le NPA a fait en présentant son propre candidat à la présidentielle, mais pour commettre

ensuite la faute de disparaître en appelant à soutenir la Nupes (sauf rares exceptions) aux législatives.

UN PARTI RÉVOLUTIONNAIRE, CE N'EST PAS UNE MACHINE ÉLECTORALE

Des décennies de trahisons social-démocrates et staliniennes ont fait passer la vie parlementaire bourgeoise pour la vie politique, les élections pour des « débouchés politiques ». Pour la bourgeoisie certainement, jusqu'à ce qu'elle préfère, contre les classes populaires, les coups d'État et les régimes autoritaires. Et les révolutionnaires ont pu en subir le contrecoup, en surestimant parfois la signification de leurs reculs électoraux et en cherchant à atteler leur char à des réformistes aux meilleures performances (de LO aux municipales de 2008 au NPA aux législatives de 2022 – excusez l'amalgame !).

Mais faire de la politique, pour le prolétariat, et construire un parti révolutionnaire pour des militants communistes, c'est privilégier un tout autre terrain : celui de l'organisation sur des bases de classe, pour les luttes et toutes les luttes, sociales revendicatives comme politiques. Avec en vue, à la faveur de situations révolutionnaires, la mise en place d'organes de pouvoir qui deviendront le pouvoir réel et renverseront celui de la bourgeoisie. Il s'agit surtout de ne pas confondre le parti révolutionnaire militant – dont nous devons discuter très soigneusement la construction – avec les machines électorales et parlementaires bourgeoises de gauche. La FI en tout cas ne s'y trompe pas et se garde de transformer sa petite machine électorale, avec ses députés, en un parti où des travailleurs et des jeunes se regrouperaient, discuteraient, décideraient. Sainte trouille des masses dont elle ne veut que les votes d'un jour !

ACTUALITÉ ET URGENCE DE LA RÉVOLUTION

Le monde capitaliste s'est déstabilisé, polarisé. Les tensions montent, les rivalités entre grandes ou moyennes puissances réactualisent la guerre, y compris en Europe. Les inégalités et injustices se creusent, les oppressions s'aiguisent. Dans le même temps on assiste à des vagues inédites de contestations sociales à grande échelle. Le temps presse. Aux révolutionnaires de définir les enjeux d'indépendance de classe, à l'échelle internationale, de proposer au monde du travail et à la jeunesse leurs perspectives internationalistes. □

Un projet de restauration réactionnaire et libéral

PAR FRANCO TURIGLIATTO

Avec la victoire des droites aux élections politiques du 25 septembre, avec un rôle dominant pour l'extrême droite de Fratelli d'Italia, une phase pleine de dangers s'est ouverte pour le mouvement ouvrier et pour les droits civils, sociaux et économiques des citoyennes et des citoyens¹.

Nous sommes face à un projet réactionnaire de restauration conservatrice et identitaire de la société, qui s'exprime par la triade « Dieu, Patrie, Famille », dans le cadre assumé d'une politique ultra-libérale mettant les entreprises en son centre, ce que le journal *Il Manifesto* a défini comme une « union diabolique entre l'extrême droite et la doctrine néo-libérale ».

L'élection d'Ignazio Benito La Russa à la présidence du Sénat (deuxième fonction de l'État), un héritier de l'histoire fasciste, et de Lorenzo Fontana à la présidence de la Chambre des députés (troisième fonction), réactionnaire homophobe, anti-avortement, ennemi des femmes et des migrants, puis la composition du nouveau gouvernement sous la direction de Giorgia Meloni de Fratelli d'Italia, incarnent parfaitement un projet de changement en profondeur de la société italienne, déjà brisée par les défaites du mouvement ouvrier et les politiques d'austérité des précédents gouvernements de centre-droit et de centre-gauche. C'est un gouvernement de médiocres, de réactionnaires auto-proclamés et de post-fascistes (onze de ses membres étaient déjà présents à l'époque de Berlusconi), correspondant à la réalité politique, idéologique et matérielle de la droite, celle d'une Italie rance et petite-bourgeoise, issue d'une histoire lointaine, tout en étant bien connectée aux pouvoirs, nationaux et internationaux, qui dominent cette phase du capitalisme².

Cette droite s'est affirmée grâce aux

échecs des travailleurs et aux politiques menées par les gouvernements de centre-gauche qui ont désorienté et déçu de larges secteurs de la population. Elle utilisera pleinement les pouvoirs politiques et institutionnels dont elle dispose.

LES PREMIÈRES MESURES

Les premières mesures du gouvernement sont sans équivoque : des règles liberticides d'un État policier qui criminalisent toute manifestation ou occupation de lieux ou de bâtiments réunissant plus de cinquante personnes « pouvant créer une situation dangereuse », prévoyant non seulement des amendes stratosphériques pour les participantEs, mais surtout des peines de prison pouvant aller jusqu'à six ans. Cette règle est présentée comme une mesure contre les rave parties, mais en réalité on veut frapper les grèves, les piquets de grève, les occupations d'écoles et de facultés (les étudiantEs de l'Université de Rome ont déjà été sauvagement battuEs le lendemain de la formation du gouvernement) et encore plus les occupations d'usines³.

Sur le terrain de la lutte contre la pandémie, toutes les mesures, même minimales, de prévention ont été supprimées, en affirmant qu'il n'y aura plus jamais de restrictions ; les médecins qui avaient refusé de vacciner ont été autorisés à reprendre leur travail immédiatement, pour donner un message de « liberté pour tous » et un merci aux antivax, avec lesquels la droite a toujours flirté et dont elle a obtenu de nombreux votes.

LES INTENTIONS PROGRAMMATIQUES DU GOUVERNEMENT

En présentant son programme, Giorgia Meloni a ajouté une quatrième divinité à son habituelle trinité « Dieu, Patrie, Famille », à laquelle tout doit être sacrifié : l'entreprise. Meloni la présente comme la centralité absolue en totale continuité avec les politiques économiques du gouvernement Draghi, avec lequel, ces derniers mois, elle a toujours discuté, bien qu'elle ait été formellement dans l'opposition. L'activité entrepreneuriale des patrons ne doit en aucun cas être entravée au point que le slogan est de « ne pas déranger ceux qui veulent faire ». Meloni propose les mesures que le centre droit et le centre gauche mettent en œuvre depuis des années sans succès (pour les travailleurs, pas pour les patrons) : réduction de la pression fiscale, détaxation des heures supplémentaires, réduction des impôts pour les entreprises qui embauchent, contributions aux entreprises, simplification des règles et donc des contrôles ; elle ajoute la flat tax et la libéralisation des paiements en espèces qui ouvre la porte à l'évasion fiscale et pas seulement...

« Liberté, liberté, liberté », dit Meloni... mais elle aurait dû ajouter « d'exploitation ».

De cette situation ressort une spécificité



italienne : la taille et le rôle de la petite et moyenne bourgeoisie, beaucoup plus importante que dans d'autres pays, avec de nombreuses entreprises commerciales, touristiques et de restauration qui n'ont survécu à la concurrence capitaliste que grâce à une forte exploitation des travailleurs, à la fraude sur l'impôt et les cotisations sociales, aux amnisties fiscales et au soutien de l'État. Ce sont là des millions de personnes qui constituent la base de masse des forces de droite, en particulier de la Ligue et de Fratelli d'Italia. Ces personnes se sentent fortement menacées par la crise économique profonde. Elles éprouvent de la colère envers les partis, du ressentiment social, de la rébellion. C'est un milieu dans lequel Fratelli d'Italia a trouvé un grand soutien. Pour satisfaire ces personnes, Meloni doit désormais couper les ressources allouées ailleurs, en frappant le « revenu citoyen », une subvention modeste – elle coûte seulement 7 milliards par an, très peu par rapport aux dizaines de milliards donnés aux patrons et aux petits entrepreneurs –, qui a cependant permis à quelques millions de personnes, surtout dans le Sud, de survivre⁴. Il n'y a pas de place pour prêter attention aux cinq millions de personnes en situation de pauvreté absolue, aux cinq autres millions de personnes en situation de pauvreté relative, à l'ampleur énorme du chômage et de la précarité, aux bas salaires et aux pensions lourdement amputés par une inflation qui atteint désormais 12%. Nous verrons dans les prochains jours quelles mesures seront prises sur le prix de l'énergie.

De ce système global et de ses propres propensions autoritaires découlent aussi les propositions de modification institutionnelle de l'État, par ailleurs en résonance avec les tendances des pays capitalistes : le présidentielisme, mais aussi l'autonomie différenciée des régions qui divisera encore plus les territoires. Forte est la réaffirmation du rôle nationaliste et impérialiste de l'Italie, qui doit plus que jamais maintenir ses troupes dans le monde pour défendre ses intérêts. Indispensable est une forte augmentation des dépenses militaires, que le Parlement, à la quasi-unanimité, a déjà décidée, les faisant passer de 25 à 38 milliards par an. Total est le soutien au complexe militaro-industriel italien. Tout cela est conçu dans le cadre de l'alliance avec les États-Unis et l'OTAN : l'impérialisme italien reste étroitement intégré à l'impérialisme occidental.

La famille, pour le gouvernement, n'est que traditionnelle et doit être soutenue par « un plan massif de redécouverte de la beauté de la parentalité ».

Pour les jeunes, beaucoup de sport, un peu de culture, mais surtout, en l'occurrence, la « culture d'entreprise » et le prêt d'honneur pour les études ; si les jeunes se rebellent ensuite contre l'ordre existant, ils devront faire face aux anciennes et aux nouvelles réglementations répressives.

Pour les migrants est prévue l'exploitation sauvage de ceux qui ont réussi à arriver en Italie et la tentative, déjà pratiquée par le passé, de bloquer les migrations de l'autre côté de la Méditerranée : ceux qui fuient les guerres et la famine peuvent mourir, mais loin de nos yeux.

Après trois ans de pandémie, un énorme drame social, 180 000 morts, un système de santé en faillite, la santé publique aurait dû être au centre des intentions du gouvernement, en investissant les ressources massives nécessaires à sa relance : au lieu de cela, rien, si ce n'est poursuivre la privatisation de la santé.

ÉRADIQUER LES LUTTES ET LA PENSÉE ALTERNATIVE

Meloni ne veut pas révolutionner le système capitaliste, mais seulement faire fructifier ses tendances les plus négatives dans le cadre d'une restauration idéologique et matérielle.

À cet égard, plusieurs auteurs ont évoqué le concept gramscien de révolution passive et de subversion des classes dirigeantes en prise avec les contradictions du système. En réalité, la bourgeoisie italienne opère depuis un certain temps une nouvelle révolution passive (je pense qu'il serait plus juste de parler de contre-révolution), en subvertissant les rapports de force qui ont émergé dans la période des luttes des années soixante-dix et en détruisant une grande partie des conquêtes des classes laborieuses. Même si son problème est de ne pas avoir réussi à surmonter la crise de direction politique, en se dotant de structures institutionnelles et de partis qui garantissent une stabilité sociale adéquate, il est difficile de penser que Fratelli d'Italia puisse, tout bien considéré, devenir pour la bourgeoisie le garant d'une période de stabilité, même si elle l'utilise le plus possible contre la classe ouvrière.

Meloni a fait une reconstitution grotesque des événements des années 1970, oubliant les terribles massacres perpétrés par les forces fascistes en collusion

avec des secteurs de l'appareil d'État pour stopper la montée du mouvement ouvrier. Dans son intention de restaurer le pays, elle veut éradiquer l'histoire des luttes sociales et démocratiques et donc aussi la pensée démocratique, progressiste, socialiste et communiste, dans toutes ses déclinaisons, ainsi que les idéaux de liberté et d'égalité rappelés dans la Constitution de 1948, un patrimoine commun pour l'opinion publique, à certains égards presque une religion laïque, produite par la résistance antifasciste, puis par les grandes luttes syndicales et les grands mouvements sociaux et démocratiques. Tout cela a été incarné et organisé non seulement par les syndicats et les partis de gauche, mais aussi par des structures associatives comme l'ARCI (Associazione Ricreativa Culturale) et l'ANPI (Associazione Nazionale Partigiani) et d'autres formes du mouvement. C'est une culture sociale et politique, haïe et combattue par les droites parce qu'elle est totalement alternative au fascisme et à la réaction, une vision de liberté, des droits démocratiques et de la justice sociale que beaucoup espéraient voir se réaliser pleinement avec le dépassement du capitalisme.

À vrai dire, cela fait des années que la quasi-totalité de la classe dominante et ses médias œuvrent pour occulter non seulement cette histoire et les idéaux d'une société plus juste et alternative, mais aussi pour faire reculer et vaincre le mouvement des travailleurs. Les forces de centre-gauche qui ont renoncé à toute idée de transformation de la réalité, ont aussi travaillé dans cette direction, en épousant les doctrines néo-libérales, et en participant à la réduction de la démocratie parlementaire bourgeoise. Aujourd'hui, l'histoire présente sa facture avec l'extrême droite qui veut sa revanche, une restauration identitaire et nationaliste totale, d'autant plus qu'elle se situe dans la crise historique, environnementale et civilisationnelle, que connaît actuellement le système capitaliste.

RÉPONDRE AU PROJET DE LA DROITE

Jusqu'à présent, la réponse des forces syndicales, qui ont été soumises aux politiques du capital pendant toutes ces années, a été inexistante. Elles ont adopté des positions ambiguës et attentistes telles que : « nous jugerons le gouvernement sur la base de ce qu'il fera ».

Cependant, de nombreuses forces politiques, sociales, associatives et syndicales, mais aussi démocratiques et

« progressistes », se mettent en mouvement pour construire des réponses sur les différents terrains sur lesquels se manifestent les contradictions du capitalisme et les politiques gouvernementales. La liste des initiatives et des manifestations inscrites au calendrier est longue et digne d'intérêt. Le défi consiste à savoir si elles parviendront à trouver une réponse de masse et les synergies nécessaires pour être efficaces et peser dans l'affrontement global.

Il est essentiel de reconstruire un mouvement des travailleuses et des travailleurs capable de résister au choc à venir et un point de rencontre pour toutes les luttes sociales. Il faut exiger des syndicats, à commencer par le plus grand d'entre eux, la CGIL, qu'ils changent de conduite, en construisant une large unité de la classe ouvrière et des exploités, de leurs organisations, y compris l'unité avec les syndicats de base combatifs (qui pour leur part ont déjà appelé à une grève nationale le 2 décembre), autour d'une plateforme de lutte pour de fortes augmentations de salaires, l'échelle mobile des salaires, l'abrogation des lois de précarité et la réduction du temps de travail avec maintien du salaire, un plan public pour créer des millions d'emplois (santé, école, etc.), des actifs patrimoniaux, et une taxation du marché du travail, l'impôt sur la fortune et une imposition fortement progressive sur les revenus et l'abrogation

des dépenses militaires.

La ligne de conduite est de relier les batailles économiques et sociales aux batailles pour l'environnement et les droits civils, cadre indivisible d'une perspective d'unité et d'alternative au système. Contre le capitalisme qui génère la misère, l'exploitation et les guerres, il nous faut construire une société alternative basée sur la justice, la solidarité, les droits civils et sociaux, dans une perspective anticapitaliste. Et il n'est possible de le faire que par la mobilisation, l'auto-organisation sur les lieux de travail et la participation populaire, en remettant en cause les mécanismes de l'exploitation patronale et du profit. Le collectif de la GKN (ex-Fiat) de Florence, qui mène depuis un an une lutte acharnée pour la défense de l'usine, propose et travaille pour la convergence de toutes les rébellions, c'est-à-dire les luttes sociales, syndicales, territoriales, environnementales, et pour la mise en commun de leurs objectifs. C'est un point d'agrégation des forces qui ont déjà été capables de construire de grandes manifestations avec une pluralité de sujets (12 000 participants à Bologne le 22 octobre). C'est le chemin que toutes les forces de classe qui combattent ce gouvernement s'attachent à emprunter. □

1) Les principaux éléments de ces élections ont été : le record d'abstentions, avec 17 millions d'électeurs (seulement 63 % des inscrits) ; la coalition des droites

a obtenu 44 % des voix, comme en 2018, mais en son sein, il y a eu un déplacement massif vers l'extrême droite avec des millions de voix passées à Fratelli d'Italia (FdI) de Giorgia Meloni qui a obtenu 7 300 000 voix (26 %). La Ligue de Salvini s'en est trouvée limitée à 2 464 000 (8,77 %) et Forza Italia (FI) de Berlusconi à 2 278 000 (8,11 %). La division des autres forces politiques a permis aux droites de remporter la quasi-totalité des sièges attribués au vote uninominal. La loi prévoit des circonscriptions avec des élections uninominales et des circonscriptions avec des élections proportionnelles ; il s'agit d'une loi antidémocratique souhaitée à l'époque par le PD, la FI et la Ligue du Nord, qui a donné aux droites une majorité écrasante tant à la Chambre (237 sur 400 députés) qu'au Sénat (115 sur 206). Le Parti démocratique (PD) de Gianni Letta en a recueilli 5 356 000 (19,07 %) ; le Mouvement 5 étoiles (M5S) de Giuseppe Conte 4 333 000 (15,43%). L'Alliance des Verts et de la Gauche 1 018 000 (3,63 %). 2) Le gouvernement est composé de 24 ministres, dont 9 de FdI, 5 de la Ligue, 5 de FI et 5 « indépendants techniques » – c'est-à-dire des conservateurs liés à la droite. Il n'y a que 6 femmes ministres. Un vieux magistrat conservateur, Nordio, est ministre de la Justice, le juriste Giorgetti, ami des patrons du Nord, est ministre de l'Économie. L'homme de confiance de Meloni, Casetto, un puissant homme d'affaires de l'industrie militaire, est ministre de la Défense ! Le ministre de l'Intérieur est Piantadosi, préfet de Rome, qui était responsable de l'ordre public dans la capitale lorsque les squadristes de Forza Nuova sont allés sans être inquiétés attaquer le siège de la CGIL. Eugenia Roccella, ministre de la Famille, représente, de par ses positions, une déclaration de guerre aux droits des femmes ; Marina Calderoni, ministre du Travail a présidé l'Ordre des consultants du travail, ceux qui soutiennent les entreprises contre les travailleurs. Le beau-frère de Meloni devient ministre de l'Agriculture. 3) Ces mesures s'inscrivent dans la continuité des dispositions répressives sur les luttes sociales, adoptées il y a longtemps par le centre-gauche et jamais abrogées.

4) Le discours de la droite est le suivant : « les pauvres sont pauvres parce qu'ils sont oisifs ou incapables ; les riches sont riches grâce à leur mérite et parce qu'ils ont fait des efforts ».



Le Premier ministre Mario Draghi arrive au palais du Quirinal pour démissionner. © Quirinale.it / Wikimedia commons

Questions sur l'Ukraine (1) : De l'annexion de la Crimée à la guerre dans le Donbass

PAR DARIA SABUROVA

Croire que la révolution sociale soit concevable sans insurrections des petites nations dans les colonies et en Europe, sans explosions révolutionnaires d'une partie de la petite bourgeoisie avec tous ses préjugés, sans mouvement des masses prolétariennes et semi-prolétariennes politiquement inconscientes contre le joug seigneurial, clérical, monarchique, national, etc., c'est répudier la révolution sociale. C'est s'imaginer qu'une armée prendra position en un lieu donné et dira « Nous sommes pour le socialisme », et qu'une autre, en un autre lieu, dira « Nous sommes pour l'impérialisme », et que ce sera alors la révolution sociale ! [...] Quiconque attend une révolution sociale « pure » ne vivra jamais assez longtemps pour la voir. Il n'est qu'un révolutionnaire en paroles qui ne comprend rien à ce qu'est une véritable révolution.

Lénine, « Bilan d'une discussion sur le droit des nations à disposer d'elles-mêmes » (1916).

Le 30 septembre, Poutine a entériné l'annexion par la Russie des régions de Donetsk, Lougansk, Kherซอน et Zaporijia, suite aux référendums fantoches organisés entre le 23 et le 27 septembre, répétant ainsi le scénario qui avait déjà été testé en 2014 en Crimée et dans le Donbass. Ce coup de force intervient dans le contexte d'une contre-offensive majeure de l'armée ukrainienne dans les régions de Kharkiv et de Donetsk, et vise à justifier la « mobilisation partielle » annoncée le 21 septembre. Si ce nouvel épisode de l'« auto-détermination populaire » devrait par lui-même permettre d'éclairer rétrospectivement ce qui s'est passé en 2014, certaines voix à gauche s'élèvent encore pour accuser

l'Ukraine d'avoir provoqué l'escalade militaire en cours. Ce texte revient sur les événements de 2014-2022 pour répondre à un certain nombre de questions qui continuent à tirailler une partie de la gauche radicale et qui entravent sa solidarité avec la résistance populaire ukrainienne. Ces questions concernent le mouvement séparatiste et la guerre dans le Donbass, les accords de Minsk, la politique du gouvernement post-Maïdan, l'avancée de l'extrême droite et les perspectives pour la gauche en Ukraine.

GUERRE CIVILE OU GUERRE D'AGRESSION ?

Le 27 février 2014, quelques jours après la chute de Ianoukovytch suite à la

révolution du Maïdan, un groupe de personnes armées prend le contrôle du Parlement et du Cabinet des Ministres en Crimée. Le lendemain, les « petits hommes verts », soldats revêtus d'uniformes militaires non marqués, investissent les aéroports de Sébastopol et de Simferopol, ainsi que d'autres lieux stratégiques de la presqu'île. Plus des deux tiers des troupes ukrainiennes stationnées en Crimée et 99 % du personnel des services de sécurité passent du côté de la Russie. À peine trois semaines plus tard, suite à un référendum organisé à la hâte, Poutine signe le rattachement de la Crimée à la Fédération de Russie.

En avril de la même année, dans

l'Ukraine de l'Est, les forces séparatistes prennent le contrôle des bâtiments administratifs à Donetsk, Lougansk et Kharkiv, et lancent l'appel à l'organisation de référendums sur l'indépendance de ces régions. Si les autorités ukrainiennes reprennent vite le contrôle de Kharkiv, elles n'arrivent pas à récupérer les régions séparatistes de Donetsk et de Lougansk, et la contre-révolution risque de s'étendre à d'autres villes du Sud-Est. Le gouvernement ukrainien répond à la création des républiques populaires de Donetsk et de Lougansk (qui proclament leur indépendance au mois de mai) par le lancement d'une « opération anti-terroriste » (ATO) avec des combats qui vont durer jusqu'en février 2015, date de la signature de l'accord de Minsk II. Même si cet accord contribue

à la diminution significative de l'intensité des combats, il connaît, comme on le sait, le même échec que le premier accord de septembre 2014. Avant l'invasion de février 2022, la guerre avait déjà fait plus de 13 000 morts et près de 2 millions de réfugiés.

Les questions les plus souvent posées en lien avec ces événements concernent la nature du conflit dans le Donbass et l'inévitabilité de son extension : s'agissait-il d'une guerre civile, d'une guerre d'agression russe contre l'Ukraine ou d'une guerre qu'on pourrait d'emblée caractériser d'impérialiste ? La poursuite de la guerre dans le Donbass et l'invasion à grande échelle de l'Ukraine auraient-elles pu être évitées si les accords de Minsk avaient été effectivement appliqués ?

Si l'on cherche une réponse purement empirique à la première question, il n'y a aucun doute que la guerre dans le Donbass puisse être qualifiée de guerre civile, dans la mesure où une partie des habitants locaux participe effectivement d'abord aux manifestations Anti-Maïdan, et ensuite au mouvement

séparatiste pro-russe. Le fait que les parties belligérantes puissent recevoir de l'aide extérieure ne change pas la validité de cette qualification : les guerres civiles impliquent en général, d'une manière ou d'une autre, des interventions extérieures. Or, dans le champ politique cette question dépasse vite la dimension d'une simple question empirique ou théorique et devient une question partisane, parce qu'il y va des responsabilités respectives, qui déterminent à leur tour les prises de position politiques à l'égard du conflit dans le Donbass. Poutine a ainsi toujours nié l'implication militaire de la Russie dans le Donbass. Le terme de « guerre civile » pour décrire ce qui s'y passe fait ainsi partie de l'arsenal idéologique de la propagande russe. Du côté de l'Ukraine et des institutions eu-

LE MOUVEMENT SÉPARATISTE : QUELLE IMPLICATION DE LA RUSSIE ?

En réalité, il faut reconnaître que les deux dimensions sont bien présentes, et la question doit plutôt porter sur le rapport entre les deux dimensions du conflit. Il est certain que le mouvement séparatiste n'aurait pas réussi à s'implanter sans un minimum de soutien des populations locales, ou plutôt sans le manque de soutien au pouvoir post-Maïdan et à l'opération de libération du Donbass lancée par le gouvernement ukrainien au printemps 2014. Il n'y a pas de sondages d'opinion fiables concernant les territoires sous contrôle séparatiste. Mais il faut rappeler que dans ces territoires, le Parti des Régions et son leader Ianoukovytch, lui-même originaire de Donetsk, ont recueilli plus de 80 % des voix au second tour de

l'élection présidentielle de 2010. Une grande partie de la population, majoritairement russophone, se conçoit comme « russe ethnique », partage des sentiments nostalgiques de l'URSS – aussi bien dans ces aspects socio-économiques positifs que dans ces aspects socialement et politiquement conservateurs – et la région entière dépend sur le plan économique des liens avec la Russie.

Les événements de 2014 peuvent ainsi être compris comme l'aboutissement d'un processus où, pen-

dant la décennie précédente, les clivages identitaires et économiques réels ont été investis et instrumentalisés politiquement par différentes fractions du capital ukrainien. L'accentuation de ces clivages permettait à chaque fraction de se distinguer dans le jeu électoral, reléguant au second plan les préoccupations socio-économiques et politiques communes aux classes populaires de toutes les régions d'Ukraine. Cela n'a pas toujours été ainsi. Le thème ethnico-culturel et linguistique



Aéroport endommagé à Hostomel © Kyivcity.gov.ua / Wikimedia commons

ropéennes, qui reconnaissent pourtant la participation des populations locales au mouvement séparatiste, le terme de « guerre civile » est au contraire banni. La guerre dans le Donbass est qualifiée dès 2014 (et officiellement depuis 2018) de « guerre d'agression russe » pour souligner non seulement l'implication militaire de la Russie dans une guerre civile déjà en cours, mais aussi et surtout son rôle déterminant dans le déclenchement de celle-ci. On ne nie pas que les populations locales aient rejoint les rangs des séparatistes, mais on les considère comme de simples marionnettes du Kremlin.

des « deux Ukraines » ne devient politiquement central qu'à partir des élections de 2004 qui opposent Viktor Ianoukovytch et Viktor Iouchtchenko. On assiste au même moment à la marginalisation du Parti communiste comme acteur indépendant de la vie politique et son entrée en coalition avec le Parti des Régions. À partir de 2004, la vie politique ukrainienne sera donc durablement structurée selon le partage entre, d'un côté, le camp national-démocratique, libéral et pro-européen, revendiquant une identité ouest-ukrainienne et, de l'autre, le camp paternaliste, russophone et pro-russe, revendiquant une identité sud-est-ukrainienne. Ce clivage prend aussi la forme d'une lutte autour de la mémoire historique : les uns se revendiquent du mouvement de libération nationale avec la figure de Bandera comme héros national, alors que les autres mettent en avant la « Grande guerre patriotique » contre le fascisme. Chaque camp développe une image

diabolique de l'autre : les Ukrainiens de l'Ouest sont stigmatisés comme des héritiers des collaborateurs des nazis, les Ukrainiens de l'Est comme des nostalgiques du stalinisme responsable de la mort de plusieurs millions d'Ukrainiens pendant la famine des années 1930. Cette dynamique locale s'accompagne sur le plan géopolitique d'une montée des tensions entre la Russie et l'Occident qui finissent par se cristalliser de manière privilégiée autour de la question ukrainienne.

Conformément aux sondages, la majorité de la population du Donbass était contre la signature de l'accord de libre-échange avec l'Union européenne (55,2 % de « non »), avec la préférence pour l'Union douanière (64,5 % de « oui »). Selon un sondage effectué en décembre 2013, seuls 13 % des répondants ont dit soutenir l'Euromaïdan, alors que 81 % ont dit ne

pas le soutenir. L'attitude majoritaire des habitants du Donbass vis-à-vis du Maïdan allait de l'indifférence à l'hostilité, renforcée par le mépris de classe dont les pro-Maïdan pouvaient faire preuve à leur égard.

Pourtant, le Maïdan avait bien le potentiel de réunir le pays autour des revendications communes. Bien qu'elles aient été moins massives, dans le Donbass il y a eu aussi des manifestations pro-Maïdan, des manifestations contre la corruption, les abus de l'État policier et du système juridique dysfonctionnant, et pour des

régionales adoptée deux ans plus tôt, ont renforcé l'idée, véhiculée par les médias, que les nationalistes ukrainiens allaient ramener le désordre dans le Donbass, opprimer les populations russophones et, par la réorientation radicalement pro-européenne du pays, menacer les équilibres socio-économiques de la région.

Mais cela ne veut pas dire qu'il existait d'emblée une vaste mobilisation populaire pour l'indépendance de la région ou pour son rattachement à la Russie, et que la critique du Maïdan allait inévitablement évoluer en guerre civile. Les organi-



Bombardement de l'hôpital pour enfants et maternité de Marioupol, 9 mars 2022. © armyinform.com.ua / Wikimedia commons

valeurs associées – à tort ou à raison – à l'Europe, comme la démocratie, le respect de la loi, la défense des droits civiques et des droits humains, ainsi que pour des salaires et un niveau de vie plus élevés. Mais ce potentiel a été étouffé, d'une part, par l'entrée dans le mouvement des groupes d'extrême droite qui ont surdéterminé l'Euromaïdan de Kiev par un agenda nationaliste, et d'autre part par l'effort des pouvoirs locaux de l'Est pour discréditer le mouvement. Comme à Kiev, les représentants locaux du parti au pouvoir ont répondu par la constitution de milices pour intimider, discréditer et disperser les manifestations. Et comme à Kiev, ils ont organisé et financé des manifestations anti-Maïdan/pro-gouvernement. Enfin, la radicalisation des manifestations à Kiev, qui ont mené au renversement du régime, ainsi que l'abrogation par le gouvernement par intérim de la loi sur les langues

séparatistes et panrusses (« République de Donetsk », « Club des fans de la Novorossiia », « Bloc russe », etc.) étaient très marginales avant 2014. Jusqu'au mois de février 2014, leurs manifestations condamnant le coup d'État fasciste, appelant à défendre l'église orthodoxe russe et l'appartenance du Donbass à la Russie, ne rassemblaient que quelques dizaines de personnes. L'extension du thème séparatiste a été plutôt l'œuvre des élites locales et des forces séparatistes minoritaires soutenues par la Russie, qui ont su exploiter le mécontentement populaire diffus contre le nouveau gouvernement. Les entretiens avec les ressortissants des régions séparatistes révèlent surtout un sentiment d'impuissance, l'impression d'être otages des jeux géopolitiques qui les dépassent, le ressentiment à l'égard de toutes les parties belligérantes et un profond désir de retour à la paix. Le contraste

est frappant quand on compare ce bas niveau de mobilisation populaire avec la résistance actuelle des Ukrainiens face à l'invasion russe, 98 % des répondants aux derniers sondages apportant un fort soutien à l'armée ukrainienne¹.

On peut donc affirmer que sans l'implication de la Russie, la méfiance des populations du Donbass quant à la révolution du Maïdan ne se serait sûrement pas transformée en guerre civile. Il y a d'abord le rôle immense qu'a joué la propagande russe dans le discrédit du Maïdan comme un coup d'État fasciste orchestré par les États-Unis. Les médias russes ou contrôlés par les élites locales pro-russes, principales sources d'information pour les populations locales, ont diffusé toutes sortes de fausses informations et rumeurs concernant le sort réservé par le nouveau pouvoir de Kiev aux populations russophones : que les russophones allaient être licenciés des postes dans les institutions et entreprises publiques, voire expulsés du pays ; que les « Banderites » allaient venir dans le Donbass semer la peur et la violence ; que les mines du Donbass allaient être définitivement fermées et utilisées par les pays européens pour y stocker leurs déchets radioactifs ; que le marché ukrainien allait être submergé de produits alimentaires génétiquement modifiés ; que les États-Unis allaient utiliser l'Ukraine comme base pour mener la guerre contre la Russie. Dans la crise politique de l'hiver-printemps 2013-2014, la Russie est ainsi de plus en plus perçue comme garant de paix et de stabilité.

Il y a ensuite eu l'implication directe de conseillers du Kremlin comme Surkov et Glazyrev, ainsi que des forces spéciales russes dans les manifestations anti-Maïdan et dans le soulèvement séparatiste sous la bannière du « Printemps russe ». Celui-ci est d'abord mené par le citoyen russe Girkin-Strelkov, remplacé plus tard par le ressortissant de Donetsk Aleksandr Zakharchenko afin de donner plus de légitimité à la direction des nouvelles républiques.

Enfin, dès le mois de juin 2014, la Russie est impliquée dans la guerre non seulement par l'envoi d'armes lourdes aux séparatistes locaux, mais aussi directement avec la participation des unités de l'armée russe dans les combats à Ilovaïsk en août 2014, à Debaltseve en février 2015, etc. Cette intervention militaire a lieu au moment où l'armée ukrainienne et les bataillons de volontaires étaient sur le point d'infliger une défaite décisive aux forces séparatistes. C'est l'entrée de l'armée

russe dans la guerre qui renverse les rapports de force, en poussant le président ukrainien Porochenko à entamer le processus de négociations et à signer le cessez-le-feu connu sous le nom d'accords de Minsk.

LES ACCORDS DE MINSK : UNE GUERRE ÉVITABLE ?

Il faut donc rappeler que les accords de Minsk interviennent dans une situation militaire très défavorable pour le gouvernement ukrainien, au moment où la Russie renverse la situation sur le champ de bataille et menace de continuer les conquêtes territoriales dans l'est et le sud de l'Ukraine, avec pour enjeu la création d'un couloir terrestre de la Crimée vers la Transnistrie. Il y avait déjà à ce moment-là la crainte bien réelle d'une invasion de grande ampleur du pays. L'Ukraine se voit donc forcée d'accepter les termes des négociations. Pour la Russie, il s'agissait de trouver un moyen pour garder une influence décisive sur la politique interne et externe de l'Ukraine, car avec la perte de la Crimée et d'une partie du Donbass, l'Ukraine a aussi perdu son électorat le plus orienté vers le vote pro-russe. Pour s'assurer le contrôle de son ancienne semi-colonie, la Russie avait donc davantage intérêt à une réintégration par l'Ukraine des territoires séparatistes sous condition de la fédéralisation du pays – aucune décision stratégique ne pouvant alors être prise sans accord de tous les membres de la fédération – qu'à reconnaître leur indépendance ou à les rattacher définitivement à la Russie, ce que les leaders séparatistes eux-mêmes souhaitaient pourtant.

Les négociations se déroulent à deux reprises : en septembre 2014 (Minsk I), puis en février 2015 (Minsk II). Les accords de Minsk comprenaient plusieurs points avec un volet sécurité (cessez-le-feu, retrait des armes lourdes, échange des prisonniers, restauration de la frontière ukrainienne) et un volet politique (amnistie des personnes impliquées dans le mouvement séparatiste, réforme constitutionnelle de l'Ukraine fixant un principe de décentralisation du pouvoir, reconnaissance d'un statut spécial aux régions de Lougansk et de Donetsk, organisation des élections locales). Aucun point de ces accords n'a été pleinement appliqué. Leur échec s'explique par l'impasse des négociations sur le volet politique. L'Ukraine réclame que les élections locales soient organisées selon la loi ukrainienne et sous surveillance

des institutions internationales indépendantes après le démantèlement et le retrait préalable de toutes les formations militaires illégales (forces séparatistes, mercenaires et armée régulière russe) et la reprise par l'Ukraine du contrôle de sa frontière. Poutine souhaite quant à lui que le processus commence par les élections locales et la réforme constitutionnelle. L'autre point de désaccord concernait l'amnistie pour les dirigeants des républiques séparatistes et la reconnaissance d'un statut spécial pour le Donbass. Ce statut impliquait que les régions puissent mener une politique économique, sociale, linguistique et culturelle autonome, nommer les procureurs et avoir des organes de justice indépendants, et enfin former leurs propres « milices populaires ». Le texte suggérait également que le gouvernement central devait contribuer au renforcement de la coopération entre les régions de Lougansk et de Donetsk et la Russie. Concrètement, le texte des accords visait à légaliser le *statu quo* : les actuels dirigeants séparatistes deviendraient les représentants officiels du pouvoir ukrainien dans les territoires occupés, leurs forces militaires seraient maintenues et prendraient officiellement le contrôle de la frontière russo-ukrainienne.

De ce fait, les accords de Minsk étaient inaudibles pour l'opinion publique ukrainienne. Ils assuraient tout au plus un gel provisoire du conflit. Il était clair que, pour la Russie, il s'agissait par ces accords d'acquiescer un instrument permanent d'ingérence dans les affaires ukrainiennes, empêchant le pays de mener une politique extérieure et intérieure indépendante. Par ailleurs, ces accords n'apportaient aucune solution à la question de la Crimée. L'application de ces accords par le pouvoir ukrainien aurait sûrement mené à une nouvelle crise politique, à un nouveau Maïdan mené cette fois-ci par la frange la plus réactionnaire de la société civile ukrainienne. Du point de vue de la *realpolitik*, on pourrait toujours dire que le gouvernement ukrainien aurait pu éviter la guerre en faisant des concessions à la Russie. Mais une telle affirmation revient à blâmer la victime et à accepter que les puissances impérialistes puissent dicter aux peuples les conditions de leur soumission sous une pression militaire. □

1) <https://www.pravda.com.ua/news/2022/08/11/7362903/>

La victoire de Lula est un grand triomphe démocratique contre l'autoritarisme

PAR ISRAEL DUTRA*

La droite se voyait déjà gagnante. Elle tombe de haut, une chute historique et démoralisante pour les bolsonaristes.

La victoire de Luiz Inácio Lula da Silva (PT) aux élections brésiliennes de 2022 est le triomphe démocratique le plus important depuis la chute du régime militaire (1964-1985). Ce triomphe a été célébré dans tout le pays dimanche soir (30 octobre), renouant avec les meilleures traditions de la lutte du peuple brésilien. Des centaines de milliers de personnes étaient dans la rue, en particulier sur l'Avenida Paulista [au centre de São Paulo, où Lula a tenu son premier meeting en tant que président élu] complètement envahie par la foule.

C'est une victoire à caractère démocratique et au contenu populaire. Une victoire très étriquée, difficile, avec seulement 2,3 millions de voix d'écart, une marge de moins de 2 %, du jamais vu dans une confrontation présidentielle. Il s'agit également d'une défaite sans précédent d'un président en exercice qui postulait à sa réélection. Le vote pour Lula est aussi le plus important en termes absolus de l'histoire, avec plus de 60,3 millions de voix. Le pays a connu sa plus grande polarisation. Il s'agit d'une victoire qui est marquée

par les quelque 700 000 victimes officielles de la pandémie, un terrible traumatisme qui a marqué la campagne elle-même ; une victoire qui fait écho à la destruction du pays et de l'Amazonie ; à ceux qui ont souffert de la cruauté du gouvernement, ceux qui ont basculé dans le registre de la faim, ceux qui ont été tués par la brutalité, directe ou indirecte, des actions du gouvernement, comme le jeune Genivaldo, mort asphyxié par la Police Routière Fédérale (PRF), aujourd'hui aux mains de la racaille bolsonariste.

Lula, qui sortait d'un emprisonnement arbitraire sans fondements légaux, et avait été écarté de la course présidentielle en 2018, a affronté l'actuel président, Jair Bolsonaro (PL), dans un contexte politique inédit dans la Nouvelle République. Bolsonaro a mis la machine publique au service de sa réélection de manière criminelle et avec le soutien de la majorité du Congrès national. Il a ainsi réussi à faire approuver une mesure pour débloquer, à la veille des élections, 27 milliards de R\$ (5 milliards d'euros) en prestations sociales dans le cadre de l'*Auxílio Brasil* [Aide

Brésil], une évidente tentative d'escroquerie électorale pour stimuler sa propre popularité dans les secteurs où Lula rencontrait ses plus forts soutiens. En plus de l'appropriation de l'argent public pour sa réélection, Bolsonaro a mis en place une puissante machine de production et de diffusion de *fake news* à une échelle industrielle, utilisant les églises évangéliques comme caisse de résonance pour étendre encore la portée de ses déclarations sur les réseaux sociaux. Bolsonaro compte près de 60 millions de followers contre 25 millions pour Lula selon une enquête de CNN Brésil. Il a utilisé le PRF (la Police Routière) pour empêcher de voter la population, dans les régions où le PT l'emporte, comme le Nordeste (en bloquant les bus transportant les électeurs), ou le harcèlement électoral sur les lieux de travail, où les patrons pro-Bolsonaro ont tenté de détourner le vote de la classe ouvrière. Le ministère public du travail annonce avoir reçu plus de 2 400 dénonciations de harcèlements de ce type et de tentatives de manipulation du vote populaire.

UNE GUERRE SALE ET D'AMPLEUR

La droite croyait vraiment l'emporter. Elle tombe de haut, c'est une chute historique et démoralisante pour les bolsonaristes.

La victoire de Lula est due à une combinaison de facteurs :

1) la résistance organisée pendant les quatre années de gouvernement Bolsonaro, qui a réuni d'importants secteurs démocratiques, la force des jeunes et des femmes qui, dans leur majorité, étaient contre Bolsonaro, la lutte du peuple avec le mouvement tsunami de l'éducation, la lutte antiraciste et antifasciste, la lutte pour la science et pour le droit à la vaccination, avec des secteurs de l'appareil d'État, les médias non inféodés à Bolsonaro, en premier lieu la *Rede Globo* et, dans une moindre mesure, la *Folha de S. Paulo*, les secteurs de la culture et des arts. Cependant, il faut souligner que le PT a canalisé cette résistance vers le terrain électoral, affaiblissant le *Fora* [Dehors] *Bolsonaro !* et faisant que le mouvement de masse n'a pas non plus connu d'irruption massive dans les rues ;

2) la division de la bourgeoisie, expression de la division de la société, a permis la victoire électorale de l'opposition, alors même que Bolsonaro contrôlait l'appareil d'État ;

3) une division de la bourgeoisie au niveau international, avec d'un côté la défaite de Trump qui fut l'antichambre de la défaite du projet bolsonariste, et de l'autre un secteur de l'impérialisme, comme le Parti démocrate, Biden et l'impérialisme européen, indiquant qu'ils n'accepteraient aucune aventure putschiste et soutenaient Lula ;

4) le poids du charisme de Lula, le seul capable de battre Bolsonaro, dû à la fois à sa figure de principal leader ouvrier du pays, aux améliorations partielles acquises sous ses gouvernements et à l'énorme adhésion populaire qu'il est capable de susciter dans de larges masses ;

5) la victoire dans le Nordeste, un élément décisif, et pas seulement dans le « Nordeste territorial », qui par la force énorme de la « nation nordestine » a essaimé dans tout le pays, enracinée dans les secteurs de la classe, comme Lula lui-même, dans les grands centres urbains, qui luttent avec force contre la xénophobie, les préjugés et l'arriération des élites brésiliennes ;

6) la bonne performance dans les capitales des États et la victoire dans

des villes stratégiques, comme Porto Alegre et la capitale São Paulo, et ce même dans les États où Bolsonaro a pu l'emporter.

SUR LE RAPPORT DE FORCES

La situation actuelle doit être caractérisée comme un triomphe important et démocratique au milieu d'une situation encore défensive. Un triomphe qui enterre la tentative de Bolsonaro de se perpétuer au pouvoir, divise ses alliés du *centrão* alors que d'autres commencent à abandonner le bateau. Mais cela ne suffit pas pour détruire les forces néofascistes au cœur du projet bolsonariste.

La situation est différente de celle de 2003 [début du premier gouvernement Lula]. L'extrême droite est forte, la conscience anticapitaliste est plus faible, mais il y a, dans cette division de la bourgeoisie et dans la politisation que la confrontation entre deux pôles politiques a produite, un espace pour que se développe une avant-garde avec une conscience de classe et pour exiger du gouvernement plus de mécanismes démocratiques de participation populaire.

Lula aura évidemment une gestion encore plus libérale qu'en 2003, lorsque le PSOL a été fondé à partir de la rupture de ses parlementaires qui refusèrent de rester englués dans le soi-disant bloc de gauche et d'assister, inertes, aux actions du gouvernement orchestrées par la bourgeoisie. Mais la situation actuelle est autre. Pour comprendre cela, il est fondamental de réfléchir à la façon dont nous en sommes arrivés là. Le Brésil est autre, le monde est autre et les relations entre les classes sociales sont, elles aussi, différentes.

L'ultra-droite n'a pas été écrasée. Bolsonaro a bénéficié d'un nombre de voix important, et a engrangé des succès au premier tour, notamment une représentation parlementaire importante. Il maintient d'importantes positions de force (dans l'armée, dans la police et dans les gouvernements des différents États), avec une base sociale solide.

Il a fallu les attaques du gouvernement Bolsonaro contre les intérêts d'une partie de la bourgeoisie (ou l'incompétence du gouvernement à les gérer) pour que ce secteur de la société commence à agir pour le bloquer. Les secteurs progressistes néolibéraux, tels que définis par Nancy Fraser, dont *Rede Globo*, qui ne cautionnent pas

l'obscurantisme, n'attaquent pas la science et la culture, ne veulent pas imposer un mode de vie et liquider les libertés démocratiques – même s'ils défendent une politique économique libérale –, ont ouvert la voie à la défaite de Bolsonaro.

Dans ce borbier de la crise du capitalisme, dont un développement stable devient de plus en plus difficile, Lula a également été choisi par cette partie de la bourgeoisie pour défendre ses intérêts. Pourquoi Lula ? Parce que la bourgeoisie libérale vit aussi une crise de représentation. Il n'y a pas aujourd'hui d'autre leader que Lula qui cumule la capacité de mobilisation populaire et de gestion des intérêts bourgeois. Le PSDB s'est effondré – ou du moins ne survit que sous assistance respiratoire – et le MDB a depuis longtemps perdu son rôle de leader au profit du soi-disant *centrão*.

Le recours naturel était donc le PT : il avait accepté de diriger des gouvernements de collaboration de classe dès sa première expérience nationale, dans le gouvernement Lula de 2003, et il a su s'adapter aux exigences que la reconstruction de la Nouvelle République a imposées. La bourgeoisie néolibérale progressiste à l'échelle mondiale reconnaît en Lula un gestionnaire compétent de cette politique.

La reconnaissance de la victoire de Lula est internationale, et l'agenda des relations extérieures est un point clé du programme du président élu, en raison des accords internationaux, de la protection de l'Amazonie et du rôle stratégique de l'Amérique latine dans l'économie mondiale dans un contexte où les cinq principales économies latino-américaines – Brésil, Mexique, Argentine, Colombie et Chili – seront gouvernées par le soi-disant progressisme. Mais, contrairement à la vague des années 2000, ce nouveau progressisme est moins radical et moins anti-impérialiste.

Les mobilisations massives après les résultats des élections au Brésil ont montré un changement d'état d'esprit dont nous ne savons pas jusqu'où il ira, mais c'est un nouveau climat beaucoup plus favorable à nos idées. De l'autre côté, les anti-PT ont montré de la résistance, mais sans les soutiens nécessaires



pour mener dès à présent un projet de coup d'État, dans la mesure où la bourgeoisie qui soutient Lula s'est organisée pour protéger les institutions de la démocratie bourgeoise.

Derrière ce triomphe démocratique, il y a deux aspects. L'un est constitué par les secteurs bourgeois qui souhaitent un retour à la normalité institutionnelle et rejettent l'extrême droite. L'autre est celui des secteurs exploités qui voient en Lula la possibilité de retrouver de meilleures conditions de vie. Les secteurs bourgeois, les partis du centre et le soi-disant *centrão*, qui a déjà reconnu la victoire de Lula, négocieront leur poids au Parlement dans le but de maintenir privilèges et postes. Pour sa part, la bourgeoisie fera pression pour que le gouvernement Lula poursuive les politiques libérales avec quelques concessions nécessaires en matière d'assistance sociale. Un autre aspect est celui d'un mouvement politique électoral qui a mis en avant des revendications sociales progressistes et propose une série de mesures dans le domaine des salaires, des revendications des femmes, du logement, de la santé et de l'éducation, ainsi qu'une réforme fiscale qui imposerait les grandes fortunes.

L'extrême droite, bien que vaincue dans les urnes, est forte. Elle compte 14 gouvernements d'État et une forte représentation au Parlement. Elle est liée à des secteurs importants tels que

les évangélistes et le secteur de l'agro-business. Les secteurs exploités et opprimés veulent, de leur côté, que Lula tienne ses promesses de campagne. Le gouvernement sera pris entre ces deux forces dans une situation qui n'est pas celle du début des années 2000, quand le vent de l'économie mondiale soufflait en sa faveur. Le choc des contradictions est inévitable, et nous ne savons pas encore quel en sera le rythme. La composition du gouvernement et ses premières mesures donneront un début de réponse.

AFFRONTER L'EXTRÊME DROITE, SANS TRÊVE

Bolsonaro a le soutien de la partie la plus réactionnaire de la bourgeoisie (notamment celle qui a financé les barrages routiers dans tout le pays dès la proclamation des résultats) et il a réussi à faire élire une représentation alignée politiquement sur lui au Congrès national.

L'extrême droite a une base de masse, dans un secteur social qui rejette la démocratie bourgeoise et défend ouvertement la nécessité d'un coup d'État voire d'une dictature militaire. Ces derniers jours, on a assisté à une recrudescence d'un secteur putschiste, lié à l'agro-business et au noyau dur de l'extrême droite, qui s'était déjà manifesté en septembre 2021, en comptant sur la collaboration de secteurs de l'appareil d'État, notamment le PRF, mais loin de produire un « Capitole brésilien ». Un autre secteur, avec Lira

et Ciro Nogueira, a déjà commencé à négocier la transition. Bolsonaro a fait de brèves déclarations, s'engageant à mettre fin aux barrages routiers. Sa plus grande préoccupation aujourd'hui – d'après ce que rapporte la presse de Brasília – est de trouver un arrangement avec le Parti libéral, de maintenir la tension pour négocier son avenir politique dans de meilleures conditions, afin d'éviter la prison et de continuer avec son clan à être le leader de l'opposition d'extrême droite.

LA PLACE DU PSOL

Dans la bataille qui a été menée pour vaincre le néofascisme et élire Lula, les dirigeants et les militants du PSOL ont pris leur place. Ils ont été une voix forte contre le projet néofasciste de Bolsonaro et ont renforcé le front des mouvements sociaux pour défendre les intérêts du peuple. Le résultat des élections a mis en évidence la croissance du PSOL et son rôle d'avant-garde dans la lutte contre le bolsonarisme.

Au sein du PSOL, il y aura bien sûr un débat sur le nouveau gouvernement. Notre position sera de maintenir l'indépendance du Parti par rapport au gouvernement, de le défendre contre l'extrême droite et ses méthodes contre-révolutionnaires, mais de ne pas l'intégrer.

En 2003, pour le PSOL, le point central était d'affirmer la nécessité de construire une alternative



Discours de Lula devant les militants, dimanche, à São Paulo. © Matias Delacroix / AP.

anticapitaliste après la frustration causée par le rapide virage à droite de Lula, représentée pleinement par le vote sur la réforme de la sécurité sociale, de dénoncer le caractère du gouvernement afin de construire une alternative à la gauche du PT et du spectre politique national, qui puisse s'organiser et gagner une certaine influence dans les secteurs de masse. Aujourd'hui, le défi est d'incarner les énormes demandes programmatiques qui apparaissent dans la société brésilienne, en affrontant l'extrême droite et en construisant un pôle avec une perspective anticapitaliste, qui lutte pour changer le rapport de forces afin que ce projet puisse se réaliser.

Ainsi, il est nécessaire de se mobiliser pour les revendications les plus profondes et pour les revendications structurelles dont le pays a besoin. Intégrer le gouvernement, cependant, signifierait que le PSOL accepte le rôle de gestionnaire des intérêts du capital. Il s'agit donc d'une position de principe. En outre, pour se battre, la meilleure position est d'être sur le terrain social, et non dans l'appareil d'État gouvernemental. Il est nécessaire de maintenir une liberté de critique et une indépendance organisationnelle, ce que nous avons déjà, mais aussi une liberté politique, qu'une intégration au gouvernement limiterait par la nécessité de se soumettre à son autorité.

Le PSOL existe et s'est beaucoup développé lors des élections. Il est très apprécié par la large avant-garde qui était dans les actions de rue de ces derniers temps et a gagné respect et prestige parmi les secteurs sociaux qui ont voté pour Lula. Dans ce scénario, le MES doit recruter et s'organiser. Notre rôle sera d'avancer avec la politisation des secteurs qui sont dans la rue, qui condamnent l'extrême droite et qui placent l'espoir dans une vie meilleure. Ils sont des millions, parmi les jeunes, les femmes, la classe ouvrière, les Noirs, les populations autochtones, les petits commerçants, les professionnels libéraux, la communauté LGBTQIA+, les fonctionnaires et les couches les plus sincères du peuple.

Nous devons également chercher à nous enraciner parmi les secteurs où le bolsonarisme a pu progresser : les sans grade et les petits gradés des forces de sécurité, de la police

militaire et civile, des forces armées, les pompiers, les vigiles privés, la classe ouvrière la plus arriérée des pôles industriels du pays, les travailleurs des plateformes logistiques et y compris, à l'avenir, les chauffeurs routiers. Il est important de souligner qu'à Rio Grande do Sul, Luciana Genro a été la députée qui a recueilli le plus de voix parmi les sans grade de la police militaire, parce qu'elle a soutenu leur lutte pour leur carrière et leur dénonciation des abus du commandement, et que Glauber Braga, à Rio de Janeiro, a reçu un soutien important des petits gradés de l'armée.

Notre orientation sera de renforcer le MES et de dialoguer avec tout le PSOL pour présenter une issue programmatique pour le pays. Nous serons à l'avant-garde de la lutte pour que les mesures économiques et sociales approuvées par les urnes soient mises en œuvre : la lutte pour de meilleurs salaires pour les travailleurs, l'emploi, le logement et la terre. Un des points cruciaux sera la question de la réforme fiscale et de son ampleur, sur laquelle le gouvernement s'apprête à composer avec la bourgeoisie, ce qui rendra certains de ces engagements difficiles, voire impossibles.

Dans l'immédiat nous devons nous battre pour les mesures suivantes :

- 1) Indexation du salaire minimum sur l'inflation.
- 2) Aide d'urgence de 600 R\$ plus 150 R\$ par enfant jusqu'à 6 ans, revue au moins annuellement en fonction de l'inflation.
- 3) Exonération de l'impôt sur le revenu pour ceux qui gagnent moins de 5 000 R\$.
- 4) Renégociation des dettes des personnes qui sont fichées au SERASA (fichier central des personnes endettées) et annulation de la dette pour les familles pauvres et de la classe moyenne.
- 5) Imposition des grandes fortunes et imposition des bénéfices et des dividendes.
- 6) Fin du plafonnement des dépenses de l'État.
- 7) Égalité de rémunération entre les hommes et les femmes pour un travail égal, avec un contrôle efficace.
- 8) Lutte contre la corruption, renforcement des mécanismes d'enquête et de sanction, renforcement des institutions qui ont une fonction de contrôle, comme la police fédérale, et large

transparence en particulier en décrétant la fin des 100 ans de secret imposés par Bolsonaro.

9) Révision de la réforme du travail, qui a rendu les emplois plus précaires et supprimé des droits.

10) Développement des universités publiques, avec des politiques pour permettre l'accès et le droit aux études pour les étudiants à faibles revenus.

11) Restructuration de l'IBAMA [Institut Brésilien pour l'environnement] et de l'ICMBio [Institut Chico Mendes de Conservation de la Biodiversité], et reprise des opérations contre les déforestations en Amazonie

12) Reconstruction de la FUNAI et reprise des actions contre l'exploitation minière sur les terres indigènes en général et chez les Yanomami en particulier.

En outre, nous pensons qu'il est nécessaire d'exiger un audit de la dette publique. Il faut que la société sache ce qui est légal et ce qui ne l'est pas dans la dette, dont le paiement a drainé la richesse de l'État pour une infime minorité de privilégiés.

Par ailleurs, l'avancée démocratique qui a empêché la réélection de Bolsonaro doit être consolidée. Il faut supprimer le « secret de 100 ans » et mettre au jour les crimes commis par Bolsonaro et son gouvernement. Il est clair que la sanction la plus appropriée est l'arrestation de Jair Bolsonaro et sa condamnation. Ainsi nous exigeons une enquête et des sanctions pour Bolsonaro et les criminels qu'il défend. L'impunité des crimes commis sous la dictature avait contribué à l'émergence du courant politique représenté par Bolsonaro. « Ni oubli, ni pardon » tel est notre mot d'ordre. Nos défis sont énormes. Parier sur la formation des cadres et s'enraciner dans les organisations de jeunesse et de classe et les mouvements sociaux est fondamental pour faire émerger le besoin d'auto-organisation, contester l'avancement de la conscience et préparer des actions d'autodéfense.

Confiants dans le peuple brésilien, qui vient de remporter une victoire historique, nous continuerons à défendre en toute indépendance nos propositions anticapitalistes. □

***Israel Dutra est membre du Comité Exécutif du MES (Mouvement de la Gauche Socialiste), une tendance du PSOL.**

Claude Serfati, *L'État radicalisé – La France à l'ère de la mondialisation armée*

PAR HENRI WILNO

Claude Serfati est un des rares économistes marxistes, du moins en France, à travailler sérieusement sur la question militaire. La revue L'Anticapitaliste avait rendu compte en 2017 d'un précédent ouvrage « Le Militaire – Une histoire française » (éditions Amsterdam).

Dans ce nouveau livre, Claude Serfati actualise certains aspects du précédent à la lumière de la « mondialisation armée » dans laquelle nous sommes indubitablement entrés, mais surtout il élargit la focale à une étude méthodique de l'évolution globale de l'État français. Évolution dont l'armée est un des éléments, essentiel mais non exclusif.

En interprétant peut-être de façon discutable la grille de lecture de l'auteur, on peut dire que l'actuelle « radicalisation » de l'État renvoie à trois dimensions : les institutions, l'instrumentalisation du terrorisme et des tensions internes, le contexte international.

Les institutions sont celles de la V^e République issues du coup d'État du 13 mai 1958 perpétré par l'armée française en Algérie avec la bénédiction de De Gaulle. Le nouveau régime instaure un « bonapartisme contemporain » qui vise à moderniser la France et à la débarrasser de la lutte des classes (et on pourrait ajouter de la pression quotidienne des partis et des lobbies – du moins ceux des couches petites-bourgeoises). Pour cela, De Gaulle vise à consolider deux

pilliers essentiels : la machine bureaucratique civile soumise à l'exécutif (le rôle du Parlement étant réduit) et l'armée. Cette dernière doit être modernisée : il faut en finir avec les nostalgies du colonialisme traditionnel (et donc se résoudre à abandonner l'Algérie) et passer à une armée moderne dotée de la bombe atomique et capable d'intervenir à l'extérieur, en premier lieu dans ce qui doit rester un terrain privilégié pour l'action de la France : l'Afrique subsaharienne. Cette armée est le domaine du président de la République, seul à décider de l'emploi du nucléaire et des interventions extérieures. Plus que dans les autres pays, le Parlement est totalement marginalisé sur les questions de défense. Tous les présidents de la V^e République se sont coulés dans ce moule et notamment François Mitterrand qui, arrivé au pouvoir, a immédiatement oublié sa dénonciation de la V^e République comme un « coup d'État permanent ». La multiplication sous Macron des réunions du Conseil de défense, y compris pour la gestion de la crise sanitaire, illustre et renforce la toute-puissance présidentielle.

Tous les présidents se sont donc attachés à entretenir et renforcer l'instrument militaire. Ce qui ne supprime pas les conflits temporaires avec l'état-major sur les priorités et l'évolution des crédits. Si l'impérialisme français voit ses positions reculer en Afrique, la doctrine diplomatique et militaire française insiste désormais sur le rôle de la France dans la zone dite « indopacifique ». Macron avec son activisme, verbal mais pas uniquement, en est la caricature. Mais, comme l'écrit Claude Serfati, « *du point de vue diplomatico-militaire, la France boxe désormais au-dessus de sa catégorie* ». Le surdimensionnement militaire (tant de l'armée que de l'industrie d'armement) s'accompagne d'un rétrécissement de plus en plus accentué de l'appareil industriel français : part dans le PIB, déséquilibre croissant du commerce extérieur. La recherche effrénée des « grands contrats » d'armements dont la conclusion est annoncée de façon tonitruante camoufle le recul de l'industrie civile (hors luxe et aéronautique, d'ailleurs liée au militaire). De Gaulle avait pour ambition de conjuguer puissance militaire et

industrielle. Ce n'est plus du tout le cas. Claude Serfati donne de précieux éléments d'information sur l'inanité du discours vantant les retombées positives de l'industrie militaire sur l'industrie civile.

Pour reprendre le titre d'un des chapitres, la France est « *en marche vers l'État militaro-sécuritaire* ». La France n'est pas le seul État à avoir connu des attentats et subi la pandémie du coronavirus mais c'est le seul pays à avoir instauré un état d'urgence permanent et avoir militarisé la gestion sanitaire. L'état d'urgence est susceptible de servir à tout autre chose que ce pourquoi il a été proclamé. On peut rappeler que François Hollande l'a d'ailleurs avoué cyniquement : « *C'est vrai, l'état d'urgence a servi à sécuriser la COP 21, ce qu'on n'aurait pas pu faire autrement (...) Imaginons qu'il n'y ait pas eu les attentats, on n'aurait pas pu interpellé les zadistes pour les empêcher de venir manifester. Cela a été une facilité apportée par l'état d'urgence, pour d'autres raisons que la lutte contre le terrorisme¹...* ».

Claude Serfati souligne que cette évolution s'inscrit dans un processus général de régression sociale organisé sous la bannière du néolibéralisme. Mais cette évolution a en France des caractéristiques spécifiques liées à la V^e République et à ses trois piliers : la bureaucratie d'État, l'armée et la police. Les lois contre le terrorisme puis contre le « séparatisme » ne cessent de s'empiler et donnent lieu à une foule de circulaires et d'instructions qui accroissent l'arbitraire. Serfati insiste aussi sur la diffusion « par le haut » d'une culture raciste dans la population fondée notamment sur la confusion entretenue par les sommets du pouvoir politique entre les menaces terroristes et le « problème » des musulmans en France. Périodiquement, le pouvoir dénonce un nouveau danger : un des derniers est l'« islamo-gauchisme ». Quant à la police, elle est de plus en plus choyée, équipée, protégée des velléités éventuelles des

magistrats de contrôler la légalité de son action et, par contre, ses représentants sont libres de dénoncer un prétendu « laxisme des juges » avec la bénédiction de la quasi-totalité des partis parlementaires qui (France Insoumise exceptée) ont soutenu la manifestation policière de mai 2021 devant le Parlement.

En 2005 (dans le 93) puis depuis 2015 (opération Sentinelle), l'armée est déployée sur le territoire de la France métropolitaine et Claude Serfati montre que la hiérarchie militaire réfléchit et se prépare à une intervention plus énergique et plus

important tant par sa problématique que par la masse d'informations qu'il contient sur les budgets militaires et policiers, la puissance militaire américaine, les opérations extérieures de l'armée française (plus de 115 depuis 1991 !), la faiblesse des retombées économiques de l'industrie d'armement... Tous ces éléments sont nécessaires pour alimenter une vraie réflexion sur le moment présent dans le contexte de l'invasion de l'Ukraine.

Pour ce qui est de la France, des dispositions constitutionnelles (article 16, article 36 sur l'état de siège) à la loi sur l'état d'urgence et aux différentes lois sécuritaires, la V^e République comporte désormais toute la panoplie d'instruments juridiques dont aurait besoin un régime autoritaire, ainsi que les forces militarisées qui pourraient mettre en œuvre un tel régime. Claude Serfati note que certains qualifient de « *fascisation (...) le processus qui résulte de l'accumulation de réponses autoritaires successives aux contestations sociales dans un contexte de crise de légitimité* ». Le terme (que Claude Serfati cite sans, semble-t-il, vraiment le reprendre à son compte) risque d'induire des conclusions schématiques, voire erronées. Ugo Palheta, qui en est un des promoteurs², souligne toutefois nettement que la fascisation

telle qu'il l'entend n'aboutit pas nécessairement au fascisme car la classe dominante doit être aculée pour céder le pouvoir aux fascistes et aussi parce que, mouvement fasciste comme aux classes dominantes, peuvent faire face « *la gauche politique et les mouvements sociaux* » (il faut noter sur ce point que, pour la gauche politique, le bilan du passé n'est pas vraiment positif). □

1) Gérard Davet et Fabrice Lhomme, « Un Président ne devrait pas dire ça », cité par Serge Escalé dans « Quand Hollande confirme l'instrumentalisation de l'état d'urgence | Le Club (mediapart.fr) ».

2) Ugo Palheta, Contretemps, septembre 2020, « Fascisme. Fascisation. Antifascisme ».

Claude Serfati

L'État radicalisé

La France à l'ère de la mondialisation armée

La Fabrique éditions (2022), 15 €, 280 pages.

généralisée qui serait décidée par le Président.

« *Jusqu'où la radicalisation de l'État français peut-elle conduire ?* » s'interroge Claude Serfati dans la conclusion de l'ouvrage. La réponse à cette question, écrit-il, ne dépend pas seulement des forces qui au sein de l'État sont favorables à frapper encore plus fort « *mais aussi de la capacité du gouvernement Macron² à mener à son terme le programme des classes dominantes* ». Face aux résistances prévisibles, la violence antisociale et l'instrumentalisation du racisme n'ont aucune raison de s'atténuer.

Le livre de Claude Serfati est

Annie Ernaux dynamite le prix Nobel de littérature

PAR MAYA LAVAULT

Le prix Nobel – du nom du célèbre inventeur de la dynamite – récompense depuis 1901 une personnalité dans les domaines de la médecine, de la physique, de la chimie, de la paix et de la littérature.

Cette année, l'écrivaine Annie Ernaux a été distinguée pour « le courage et l'acuité clinique avec lesquels elle découvre les racines, les éloi-gnements et les contraintes collectives de la mémoire personnelle ». Sous cette formule floue et consensuelle, l'annonce a fait l'effet d'une bombe : et voilà lâchée la litanie des injures sexistes et classistes qui, en réalité, n'ont jamais cessé d'accompagner la publication de chacun des livres de l'écrivaine. Depuis *la Place* en 1983, ce sont tour à tour *Une femme*, *Passion simple*, *la Honte*, *l'Événement*, *l'Occupation*, *l'Usage de la photo*, *Mémoire de fille* et, tout récemment, *le Jeune Homme*, qui ont déchaîné les critiques, voire les insultes, dénonçant son indécence, son écriture de « midinette », son absence de talent littéraire et son « style de RMIste » et, au fond, une obscénité tant sociale que sexuelle.

Avec une détermination renouvelée au fil des années et du succès international qu'elle a progressivement acquis, depuis *les Armoires vides* (1974) qui raconte l'avortement clandestin d'une jeune femme dans les années soixante, ses livres secouent les canons de la littérature bourgeoise en y faisant entrer, par une écriture qu'elle revendique elle-même comme « en dessous de la littérature », « quelque chose entre la littérature, la sociologie et l'histoire », les sujets et les êtres qui, en littérature comme en politique, n'ont droit ni à la visibilité ni à l'autonomie : les femmes et les classes populaires, leurs corps, leur mémoire et leurs usages du monde, leurs fiertés, leurs désirs et leurs hontes. Et elle le fait d'une manière éminemment politique, en taillant « au couteau¹ » – l'ustensile fétiche de son père ouvrier qu'elle décrit dans *la Place* – sa « place » dans la littérature.

ÉCRIRE DE CHEZ LES DOMINÉES POUR LES DOMINÉES, LES FEMMES GELÉES, LES AVORTÉES²...

À l'origine de l'écriture d'Annie Ernaux, il y a le sentiment d'être divisée entre le monde populaire dont elle est issue et celui de la bourgeoisie dans lequel elle est entrée en devenant étudiante, puis professeure de lettres : c'est l'« amour séparé » décrit dans *la Place*, qu'elle éprouve très tôt en tant que bonne élève d'une école privée catholique où, contre la langue de ses parents et de sa classe, elle apprend celle de la bourgeoisie – la langue des « dominants », selon le vocabulaire sociologique de Pierre Bourdieu qui a nourri sa démarche d'écriture.

« En 1982, écrit-elle dans *l'Écriture comme un couteau*, j'ai mené une réflexion difficile, qui a duré six mois environ, sur ma situation de narratrice issue du monde populaire, et qui écrit, comme disait Genet, dans la "langue de l'ennemi", qui utilise le savoir-écrire "volé" aux dominants. (...) Au terme de cette réflexion, je suis venue à ceci : le seul moyen juste d'évoquer une vie, en apparence insignifiante, celle de mon père, de ne pas trahir (lui, et le monde dont je suis issue, qui continue d'exister, celui des dominés), était de reconstituer la réalité de cette vie à travers des faits précis, à travers les paroles entendues. Le titre que j'ai donné à cette entreprise pendant plusieurs mois – *la Place s'est imposé à la fin seulement* – était assez clair sur mes intentions : Éléments pour une ethnologie familiale. »

Dans *la Place*, le style familial, employé notamment dans les brèves lettres échangées entre la petite fille et ses parents, est donné comme modèle pour l'œuvre de l'écrivaine qui inaugure une démarche d'écriture et un style en rupture avec ses trois premiers livres (*les Armoires vides*, *Ce qu'ils disent ou rien* et *la Femme gelée*) :

« L'écriture plate me vient naturellement, celle-là même que j'utilisais en écrivant autrefois à mes parents pour leur dire les nouvelles essentielles ». Si cette écriture « plate » vient « naturellement » sous sa plume, pourtant elle est elle-même le produit d'une négociation stylistique inconsciente entre d'un côté le langage oral, familier et quotidien, et, de l'autre, le langage écrit acquis à l'école et utilisé pour l'échange familial épistolaire, donc à distance. Cette définition de l'écriture plate s'articule ainsi avec la construction d'un *ethos*, d'une « place » dans l'écriture et le champ littéraire qui marque à la fois la séparation avec les parents et la proximité, la complicité « naturelle » avec eux : « Par et dans le choix de cette écriture, je crois que j'assume et dépasse la déchirure culturelle : celle d'être une "immigrée de l'intérieur" de la société française. J'importe dans la littérature quelque chose de dur, de lourd, de violent même, lié aux conditions de vie, à la langue du monde qui a été complètement le mien jusqu'à dix-huit ans, un monde ouvrier et paysan » (*l'Écriture comme un couteau*).

Il s'agit moins d'une écriture qui imite le langage populaire, comme celle des premiers livres, que d'une écriture soumise à la dureté de la vie, réduite à l'essentiel, qui traduit un rapport au corps dominé par le refus des « manières » et des « poses », spontanément ressenties comme des codes de la culture bourgeoise. C'est une écriture de l'effort, qui réduit ses possibilités à l'expression du constat et de l'exercice de l'échange écrit : c'est l'écriture apprise par les classes populaires à l'école élémentaire.

À partir de *la Honte* (1997), qui s'attache à reconstituer le monde de l'enfance autour de « l'année 52 » dans une forme de radicalisation du processus déjà engagé, « l'écriture plate » est mise au service

d'une démarche d'exploration totale et méthodique du monde qui a forgé l'identité de la narratrice, selon l'idée que « *l'intime est encore et toujours du social, parce qu'un moi pur, où les autres, les lois, l'histoire, ne seraient pas présents est inconcevable* » (*l'Écriture comme un couteau*). L'écriture d'Annie Ernaux se nourrit alors non seulement de sa correspondance familiale, mais aussi de ses journaux intimes, des photographies de famille, des chansons entonnées les jours de fête et des tubes populaires, des citations apprises par cœur ou notées sur des carnets, des émissions, des livres, des faits divers et des gros titres, des films et des affiches, des graffitis sur les portes des WC, des discours politiques et des proverbes qui ancrent dans la « trace matérielle », exploitée à la fois comme preuve et comme document, la mémoire vivante d'une époque.

C'est là en effet le sens de l'entreprise de grande ampleur menée dans *les Années* (2008) : retracer une vie de femme dans la deuxième moitié du vingtième siècle à travers un récit à la fois intime et collectif, reconstituer une mémoire contemporaine du corps féminin par la restitution des mots et des choses dont elle garde l'empreinte. L'écriture s'affirme alors délibérément comme un « acte politique » en se donnant comme objectif de sauver de l'oubli la mémoire des dominés : « *elle n'écrirait jamais qu'à l'intérieur de sa langue, celle de tous, le seul outil avec lequel elle comptait agir sur ce qui la révoltait. Alors, le livre à faire représentait un instrument de lutte* » affirme la narratrice lorsqu'elle évoque son travail d'écrivaine.

L'ÉCRIVAINNE PUBLIQUE ET LE NOBEL COLLECTIF

Sous le récit de ce destin de femme, *les Années* retrace le processus de construction d'une identité à la fois sociale et sexuelle. Au début du livre, l'imagination liée au corps et à la sensualité est le mode d'expression privilégié, voire unique, pour la toute jeune fille, du désir de sortir de son corps, tant physique que social : « *Constamment elle s'irréalise dans des histoires et des rencontres imaginaires qui finissent en orgasmes le soir sous les draps. Elle se rêve en putain et elle admire aussi la blonde sur la photo, d'autres filles de la classe au-dessus, qui la renvoient à son corps empoissé* ». Le motif de la putain renvoie à la fois à une conscience de dominée et à un fantasme d'affranchissement de l'ordre social via la transgression des codes de la moralité dominante : il

traduit un désir de liberté sexuelle doublement ambivalent, non seulement en ce qu'il suggère un jeu dialectique entre la domination et la soumission, mais aussi parce qu'il possède une dimension tant sexuelle que sociale.

Ainsi *les Années* donne à lire ce qui s'exprime de manière plus indirecte dans plusieurs autres livres de l'autrice, *Passion simple*, *l'Événement*, *l'Occupation* et plus récemment *Mémoire de fille*, à savoir l'aboutissement possible d'une conciliation entre le rôle de l'écrivaine et celui de la putain, chacun des deux se constituant par rapport à l'autre, à la fois comme repoussoir et comme modèle : « *Au fond, le but final de l'écriture, auquel j'aspire, c'est de penser et de sentir dans les autres, comme les autres – des écrivains, mais pas seulement – ont pensé et senti en moi*³ » affirme Annie Ernaux dans *l'Écriture comme un couteau*. Voilà que se dessine, si on veut prendre l'autrice à la lettre, le portrait de l'écrivaine en putain.

C'est, me semble-t-il, ce qui permet de comprendre la nature du lien particulier qui unit l'écrivaine à son lectorat : si elle aspire à « penser » et à « sentir dans les autres » pour faire de la sensation collective la matière même de son écriture, alors « les autres », en retour, ses lecteurs et lectrices, « pensent et sentent » en elle. Ce sentiment d'identification puissant, né de la démarche même de l'écrivaine mais aussi du lien qu'elle entretient avec ses lecteurs et lectrices, au-delà de ses livres, au fil de paroles et de courriers échangés, permet d'expliquer les manifestations de joie et de reconnaissance exprimées par ses lecteurs et lectrices à l'annonce de son prix, ressenti paradoxalement, mais très spontanément, comme un Nobel collectif. Ainsi de la réaction d'Alice Diop, le jeudi 6 octobre :

« *C'est bien la première fois que je suis émue aux larmes pour l'annonce d'un prix Nobel ! J'ai lu la Place quand j'avais 20 ans, j'étais à la Sorbonne en histoire, je me sentais profondément seule, déphasée et d'un coup, ce livre m'a offert un miroir réflexif comme si l'auteure concentrait dans ses pages en m'ayant devancée dans son parcours, sa réflexion, un ensemble d'expérience très spécifique propre à ce qu'on a fini par nommer les transfuges de classe. Partir d'une situation de fragilité, surmonter la honte, raconter la violence subie, élever au rang de littérature des choses qui n'étaient pas destinées à*

entrer dans son champ comme ces pages géniales sur l'odeur d'eau de javel à la maison, tant sa mère est obsédée par le ménage, odeur que j'ai sentie, presque portée sur moi toute mon enfance, c'était bouleversant. Mon expérience de femme a été traversée par sa littérature, c'est puissant, politique, chirurgical. Elle a éclairé, nommé, ce que j'avais vécu, elle l'a réparé et a transformé ma fragilité en puissance, elle m'a permis de devenir la femme que je suis. » (*Libération*, 6 octobre 2022).

Car c'est exactement cela qu'opère l'écriture d'Annie Ernaux : la transmission à un public large, par le compte rendu méthodique d'une expérience intime livrée comme un récit collectif, d'une conscience de classe et de genre. De sorte que ses prises de position publiques pour la liberté des femmes de porter le voile, contre la loi Travail, contre la réforme des retraites, enfin contre Macron et son monde, ne constituent pas un « à-côté » de ses livres : « *Et puisque j'ai la possibilité d'être lue, entendue, c'est comme un devoir pour moi de prendre position, d'intervenir dans le débat politique* » affirme-t-elle⁴. Ce que clame en effet Annie Ernaux à travers ses livres comme dans ses apparitions médiatiques, c'est qu'il n'y a pas lieu de séparer la femme de l'écrivaine : à son sujet, les réactionnaires haineux l'ont parfaitement compris, eux qui revendiquent pourtant de séparer l'homme de l'artiste... □

1. Selon le titre du livre d'entretien de l'autrice avec F.-Y. Jeannet, *l'Écriture comme un couteau*, éd. Stock, 2003.

2. Pour reprendre au compte d'Annie Ernaux la logique de la magistrale première phrase de King Kong Théorie de V. Despentes.

3. Elle reprend ici une citation de Brecht : « il pensait dans les autres et les autres pensaient en lui ».

4. Entretien en ligne : <https://lejournal.cnrs.fr/articles/annie-ernaux-nous-percevons-le-politique-a-travers-le-social>.



Annie Ernaux à la 30e Foire du livre de Brive-la-Gaillarde.
© Lucas_Destrem / Wikimedia commons



Les projets de méga-bassines, phase ultime et criminelle de l'agro-industrie

PAR SERGE CHASSEUIL ET ALEXANDRE RAGUET

Les projets de méga-bassines, cratères à ciel ouvert pouvant stocker jusqu'à 650 000 m³ d'eau (soit 260 piscines olympiques), creusées dans des sols agricoles fertiles, constituent l'un des plus grands dangers écologiques car ils s'attaquent à l'eau et donc à la vie de l'espèce humaine comme à la vie de toutes les autres espèces, nombreuses et en danger d'extinction.

Jusqu'aux années 50, toute la région qui s'étend du Sud Vendée (85) au Sud Poitou (86/79) en passant par le Nord des deux Charentes (16/17) était constituée d'un paysage de bocages et de courtes prairies enserrées de haies profondes qui savaient retenir l'humidité. Des milliers de petites fermes pratiquaient une polyculture « raisonnée » et de l'élevage. Certes, la situation financière de ces petites exploitations n'était pas florissante mais au moins les campagnes vivaient et fournissaient aux villes des produits de qualité (légumes, laitage, fruits, etc.). Les années 50/60, grâce aux premiers fonds de l'agro-industrie européenne, ont entrepris de casser ce modèle vertueux pour le remplacer par un modèle rentable et destructeur de biosystème, avec l'utilisation de moteurs et de chimie à outrance. Cela a détérioré les sols. Puis le Crédit Agricole, allié aux chambres d'agriculture et à la FNSEA, va entreprendre un vaste remembrement qui conduira à la disparition des 3/4 des petites exploitations.

Dès les années 70, la culture intensive de blé et de maïs allait demander de plus en plus d'eau. Dès lors, sans vergogne, nos agro-industriels allaient pomper directement dans les cours d'eau et les nappes phréatiques amplifiant encore le phénomène de sécheresse et d'aridité de la terre. Qu'importe, les industries chimiques allaient fournir de nouveaux engrais et les pesticides. La vie disparaît alors un peu plus dans la région et

le Marais Poitevin (dit Venise Verte) a perdu beaucoup de sa taille. Qu'à cela ne tienne, il faut continuer à nourrir les élevages intensifs d'animaux élevés en batterie dans des conditions inhumaines. Les associations de défense de l'environnement, de l'eau, des oiseaux se révoltent et finissent par trouver l'oreille de scientifiques respectés. Les pompages connaissent des interdictions, des contrôles et nos gros pollueurs de l'agro-industrie et l'État décident de lancer les méga-bassines.

QU'EST-CE QU'UNE BASSINE ?

Une bassine est un cratère à ciel ouvert. Les responsables du projet sont censés pomper l'eau des nappes phréatiques l'hiver avant de la restituer pour l'irrigation d'été quand il ne pleut pas. Ils expliquent que par cette méthode, ils prélèvent moins d'eau que dans l'ancien système de pompage. C'est bien sûr archi-faux ! Et les manifestantEs qui, pour tromper le dispositif policier, empruntèrent le lit à sec de la rivière Mignon en novembre 2021 s'en rendirent bien compte. Le stockage de l'eau en surface n'a pas de sens car cette opération amplifie l'assèchement des sols, brise la continuité écologique et perturbe le cycle de l'eau. De plus, la réserve stockée connaît un taux d'évaporation de plus de 20 % et l'eau, stagnante dans les tuyaux et en surface, développe des cyanobactéries, ce qui vient amplifier l'effet des pesticides et autres intrants chimiques de cette agro-industrie mortifère qui pollue les

nappes et rivières. C'est un cercle vicieux. En réalité, les bassines sont avant tout un véritable gouffre financier, payées par les deniers publics. Le devis pour la bassine de Sainte-Soline (79) est estimé à plus de 70 millions d'euros pour desservir 6 à 8 fermes de l'agro-industrie tandis que les autres devront continuer à pomper dans les nappes... vides. C'est l'iniquité totale et le risque vérifié cet été de couper l'eau potable à de nombreuses villes et villages. La sécheresse globale va empirer ce phénomène et le manque d'eau concernera aussi les habitantEs. C'est la privatisation de l'eau pour une minorité, sans compter aussi l'argent public mis dans la répression afin de protéger les bassines.

UNE LUTTE DE MASSE

C'est dans ce contexte que la lutte contre les bassines s'est construite. Rassemblant des dizaines d'organisations et des milliers d'opposantEs, plusieurs énormes manifestations ont déjà eu lieu en pleine campagne. Tout un tas d'autres actions sont organisées. Mêlant toutes les générations et l'ensemble de la gauche sociale et politique (à l'exception de LO), mêlant mouvement de masse et sabotage des outils de destruction, les militantEs réalisent ce que nous avons du mal à faire dans d'autres secteurs, c'est-à-dire une démarche ouverte, unitaire, et radicalement anticapitaliste. C'est une véritable source d'inspiration pour celles et ceux qui veulent changer le monde. □